



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 8 août 1953

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, August 8th, 1953

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1953.

Québec, le 8 juin 1953.

L'Imprimeur de la Reine.

REDEMPTI PARADIS.

35004-24-12-o

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1953.

Quebec, this 8th, of June 1953.

REDEMPTI PARADIS,

Queen's Printer.

35004-24-12-o

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc:

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
33898 — 1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc:

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
Queen's Printer.

Gouvernement House. Québec, June 27th, 1940.
33898 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 13534-53)

Acme Barrel Manufacturing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit juin 1953, constituant en corporation: Ben Schechter, Moses Moscovitch, avocats, Margaret McMartin, fille majeure, commis, Raymonde Lutterman, veuve, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Letters Patent

(A.G. 13534-53)

Acme Barrel Manufacturing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1953, incorporating: Ben Schechter, Moses Moscovitch, advocates, Margaret McMartin, daughter, clerk, Raymonde Lutterman, widow, clerk, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de tonneliers; manufacturer et faire le commerce de barils, fûts, emballages, tonneaux et autres produits semblables, soit fabriqués de bois, métal ou autres substances, sous le nom de "Acme Barrel Manufacturing Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité des Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35297 L. DÉSILETS.

(P.G. 14132-53)

Aircraft Welding and Sheet Metals Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois juin 1953, constituant en corporation: Paul Ranger, J.-Jacques Beauchemin, avocats, J.-Philippe Beaulac, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter et gérer des fonderies, des moulins, des manufactures pour la fabrication de tous morceaux lourds et/ou légers, de moteurs pour avions, autos, engins; faire, installer des systèmes de ventilation et des systèmes de chauffage à air chaud, sous le nom de "Aircraft Welding and Sheet Metals Co. Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100. chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35297-o L. DÉSILETS.

(P.G. 13535-53)

Alwin Refrigeration & Appliance Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit juin 1953, constituant en corporation: Max Liverman, Leonard Liverman, Julius Briskin, avocats, Sybil Schechter, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, manufacturer et autrement faire le commerce de radios, outillage de télévision, dispositifs électriques, appliques, appareils de réfrigération, sous le nom de "Alwin Refrigeration & Appliance Co. Ltd.", avec un capital de \$60,000, divisé en 400 actions privilégiées de \$100 chacune et 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35297 L. DÉSILETS.

(P.G. 14326-53)

Arthur Sirois, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

To carry on the business of coopers; to manufacture and deal in barrels, kegs, packages, drums, and other similar products, whether constructed of wood, metal or other substances, under the name of "Acme Barrel Manufacturing Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each, and 300 preferred shares of the par value of \$100. each.

The head office of the Company will be at the City of Three Rivers, judicial district of Three Rivers.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35297-o Deputy Attorney General.

(A.G. 14132-53)

Aircraft Welding and Sheet Metals Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1953, incorporating: Paul Ranger, J.-Jacques Beauchemin, advocates, J.-Philippe Beaulac, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate and manage foundries, mills, manufactures for the fabrication of all heavy or, and light pieces of motors, for airplanes, automobiles, engines; to make and install ventilation and hot-air heating systems, under the name of "Aircraft Welding and Sheet Metals Co. Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 150 preferred shares of a par value of \$100 each and into 250 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35297 Deputy Attorney General.

(A.G. 13535-53)

Alwin Refrigeration & Appliance Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1953, incorporating: Max Liverman, Leonard Liverman, Julius Briskin, advocates, Sybil Schechter, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, manufacture, repair and otherwise deal in radios, television equipment, electrical appliances, fixtures, refrigerating appliances, under the name of "Alwin Refrigeration & Appliances Co. Ltd.", with a capital stock of \$60,000, divided into 400 preferred shares of \$100 each, and 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35297-o Deputy Attorney General.

(A.G. 14326-53)

Arthur Sirois, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1953, constituant en corporation: Arthur Sirois, garagiste, Gabrielle Côté, ménagère, épouse commune en biens dudit Arthur Sirois, Louis-Philippe Dancause, commis, tous trois de Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Exploiter un ou des garages; faire le commerce d'automobiles, de camions ou autres véhicules-automobiles, sous le nom de "Arthur Sirois, Ltée", avec un capital de \$100,000, divisé en 600 actions privilégiées de \$100 chacune, et en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35297-o L. DÉSILETS.

(P.G. 13539-53)

Canamerican Helicopter Mfg. Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept juin 1953, constituant en corporation: Lovell C. Carroll, avocat, de Ville Mont-Royal, Marcel Lajeunesse, Jean-Paul Cardinal, Jacques P. Dansereau, avocats, Thérèse Boissy, secrétaire, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire le commerce, exploiter ou autrement utiliser des vaisseaux aériens, aéroplanes, hydroplanes, hélicoptères ou automobiles, sous le nom de "Canamerican Helicopter Mfg. Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 40,000, actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35297 L. DÉSILETS.

(P.G. 13540-53)

Capital Television Installation & Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept juin 1953, constituant en corporation: Ernest Broder, marchand, Thomas Earl Cordell, gérant des ventes, Peter Wouter, technicien, tous des cité et district judiciaire de Montréal et James Norman Green, gérant de service, de la ville de Beaufort, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer ou faire le commerce et installer la totalité ou aucune partie de tout outillage et machinerie électrique, de force motrice, de sans-fil, de radio ou de télévision, sous le nom de "Capital Television Installation & Service Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35297 L. DÉSILETS.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1953, incorporating: Arthur Sirois, garage-keeper, Gabrielle Côté, housewife, wife common as to property of the said Arthur Sirois, Louis-Philippe Dancause, clerk, all three of Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To operate one or more garages; deal in automobiles, trucks or other motor-vehicles, under the name of "Arthur Sirois Ltée", with a capital stock of \$100,000 divided into 600 preferred shares of \$100 each and into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35297 Deputy Attorney General.

(A.G. 13539-53)

Canamerican Helicopter Mfg. Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1953, incorporating: Lovell C. Carroll, advocate, of the Town of Mount-Royal, Marcel Lajeunesse, Jean-Paul Cardinal, Jacques P. Dansereau, advocates, Thérèse Boissy, secretary, spinster, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in, operate or otherwise use air ships, aeroplanes, hydroplanes, helicopters or automobiles, under the name of "Canamerican Helicopter Mfg. Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35297-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13540-53)

Capital Television Installation & Service Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1953, incorporating: Ernest Broder, merchant, Thomas Earl Cordell, sales manager, Peter Wouter, technician, all of the city and judicial district of Montreal, and James Norman Green, service manager, of the Town of Beaufort, judicial district of Montréal, for the following purposes:

To manufacture or deal in and install the whole or any part of any electrical, automotive, wireless, radio or television equipment, machinery, under the name of "Capital Television Installation & Service Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each, and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35297-o Deputy Attorney General.

(P. G. 14099-53)

Capitol (Beauharnois) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux juin 1953, constituant en corporation: Harold S. Freeman, Abraham H. J. Zaitlin, tous deux avocats, Theresa Murray, secrétaire, fille majeure, de Montréal, Moses S. Yelin, avocat, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir par achat ou autrement une propriété immobilière consistant principalement en un théâtre de vues animées, sous le nom de "Capitol (Beauharnois) Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$50 chacune et 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux juin 1953.

L'Assistant-procureur général,

35297

L. DÉSILETS.

(A. G. 14099-53)

Capitol (Beauharnois) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June, 1953, incorporating: Harold S. Freeman, Abraham H. J. Zaitlin, both advocates, Theresa Murray, secretary, spinster, of Montreal, Moses S. Yelin, advocate, of Westmount all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, by purchase or otherwise, an immoveable property, consisting principally of a moving picture theatre, under the name of "Capitol (Beauharnois) Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$50. each and 600 preferred shares of the par value of \$50. each.

The head office of the Company will be at Beauharnois, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-second day of June, 1953.

L. DÉSILETS,

35297-o

Deputy Attorney General.

(P. G. 14324-53)

**Car-Li Creations Cie Limitée
Car-Li Creations Co. Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juin 1953, constituant en corporation: Albert Montpetit, manufacturier, André Montgrain, comptable agréé, Giselle Delorme, secrétaire, célibataire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises sèches, sous le nom de "Car-li Creations Cie Limitée" — "Car-Li Creations Co. Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions communes de \$100 chacune, et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six juin 1953.

L'Assistant-procureur général,

35297-o

L. DÉSILETS.

(A. G. 14324-53)

**Car-Li Creations Cie Limitée
Car-Li Creations Co. Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1953, incorporating: Albert Montpetit, manufacturer, André Montgrain, chartered accountant, Giselle Delorme, secretary spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in drygoods, under the name of "Car-Li Creations Cie Limitée" — "Car-Li Creations Co. Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 common shares of \$100 each, and into 100 preferred shares of \$100. each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,

35297

Deputy Attorney General.

(P.G. 14133-53)

Chamberland Service Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois juin 1953, constituant en corporation: Alfred Chamberland, garagiste, Yolande Roy, sténographe, André Trottier, comptable agréé, tous de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Faire le commerce général de gazolines, huiles, lubrifiants, automobiles, ainsi que la réparation et l'entretien de véhicules moteurs de tout genre, sous le nom de "Chamberland Service Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 1,000 actions de \$40 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1953.

L'Assistant-procureur général,

35297-o

L. DÉSILETS.

(A.G. 14133-53)

Chamberland Service Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June 1953, incorporating: Alfred Chamberland, garage-keeper, Yolande Roy, stenographer, André Trottier, chartered accountant, all of Sherbrooke, judicial district of Saint-François, for the following purposes:

To deal in generally: gasoline, oils, lubricants, automobiles, as well as in the repairing and maintenance of motor vehicles of all kinds, under the name of "Chamberland Service Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 1,000 shares of \$40 each.

The head office of the company shall be at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-third day of June 1953.

L. DÉSILETS,

35297

Deputy Attorney General.

(P.G. 14328-53)

Cima Department Store Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six juin 1953, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, avocat et conseil en loi de la Reine, Morris Shuter, gérant de bureau, de Montréal, Louis Feigenbaum, avocat, de Ville Saint-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de cotonnades, textiles, vêtements, fournitures de maison, nouveautés et chaussures, sous le nom de "Cima Department Store Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 10 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,990 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35297 L. DÉSILETS.

(A.G. 14238-53)

Cima Department Store Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1953, incorporating: Philip Meyerovitch, advocate and Queen's Counsel, Morris Shuter, office manager, of Montréal, Louis Feigenbaum, advocate, of Ville Saint-Laurent, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturer and dealer in cottons, textiles, clothing, house furnishings, novelties, shoes, under the name of "Cima Department Store Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 10 common shares of the par value of \$10 each, and 3,990 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35297-o Deputy Attorney General.

(P. G. 14305-53)

Clearwater Exploration Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois juin 1953, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, de St-Lambert, William Patrick Creagh, commis en loi, de Ville Mont-Royal, Alexander Gordon Yeoman, commis en loi, de Montréal, Charles Eric Humphrey, Guy Ambrose Miller, teneurs de livres, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les commerces, industries et activités qui consistent à prospecter, explorer, gérer et exploiter des mines, des gisements pétrolières, et gazeux, du bois, des exploitations forestières et le développement des ressources naturelles, sous le nom de "Clearwater Exploration Limited", avec un capital de \$10,000 divisé en 10,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35297 L. DÉSILETS.

(A. G. 14305-53)

Clearwater Exploration Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of June, 1953, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, of St. Lambert, William Patrick Creagh, law clerk, of the Town of Mount Royal, Alexander Gordon Yeoman, law clerk, of Montreal, Charles Eric Humphrey, Guy Ambrose Miller, bookkeepers, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business, trades and activities of prospecting for, exploring, managing and operating, mining, oil, gas, timber, logging and natural resources, under the name of "Clearwater Exploration Limited", with a capital stock of \$10,000, divided into 10,000 shares of \$1. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-third day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35297-o Deputy Attorney General.

(P. G. 14247-53)

Don-O-Lite Manufacturing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq juin 1953, constituant en corporation: Dominic Vincent Ortenzi, contremaître, Natale Ortenzi, rentier, et Emilienne Bourgeois, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, négocier comme grossistes ou détaillants des lampes, des abat-jour, ainsi que tout autre article ou objet mobilier, en métal, bois, plastiques ou autres matières ouvrables, sous le nom de "Don-O-Lite Manufacturing Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

(A. G. 14247-53)

Don-O-Lite Manufacturing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June, 1953, incorporating: Dominic Vincent Ortenzi, foreman, Natale Ortenzi, annuitant, and Emilienne Bourgeois, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, negotiate as wholesalers or retailers in lamps, shades, as well as any other article or object or furniture in metal, wood, plastic or other workable matters, under the name of "Don-O-Lite Manufacturing Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à 2625, rue Albert, chambre 300, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35297-o L. DÉSILETS.

(P.G. 11972-53)

Écho des Laurentides Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1953, constituant en corporation: Marcel Frenette, comptable licencié, Fernand Ladouceur, agent, Roger Lortie, comptable, René Ladouceur, journaliste, tous quatre de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts, et Marcel Godin, agent, de Saint-Adolphe d'Howard, tous du district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de propriétaire, éditeur de journaux et imprimeur et publiciste, sous le nom de "Écho des Laurentides Ltée", avec un capital de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35297-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10157-53)

Empire Finance Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf juin 1953, constituant en corporation: Paul Weil Brenner, courtier, Jacques Weil Brenner, entrepreneur, J.-Anatole Weil Brenner, courtier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Prêter de l'argent, sous le nom de "Empire Finance Corporation", avec un capital de \$225,000, divisé en 1,250 actions privilégiées de \$100 chacune et en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 3929, rue Saint-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35297-o L. DÉSILETS.

(P. G. 14298-53)

**Grenier & Dubois Construction Ltd.
Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq juin 1953, constituant en corporation: H.-Rolland Dubois, constructeur, Olivette Dubois, secrétaire, épouse dudit H.-Rolland Dubois, tous deux de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, Fernand Grenier, constructeur, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs généraux pour la construction et l'exécution de travaux privés et

The head office of the company will be at 2625 Albert Street, Room 300, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35297 Deputy Attorney General.

(A.G. 11972-53)

Écho des Laurentides Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1953, incorporating: Marcel Frenette, chartered accountant, Fernand Ladouceur, agent, Roger Lortie, accountant, René Ladouceur journalist, all four of the town of Ste-Agathe-des-Monts, and Marcel Godin, agent, of Saint-Adolphe d'Howard, all of the judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To act as proprietor and be a newspaper editor, printer and publicist, under the name of "Écho des Laurentides Ltée", with a capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35297 Deputy Attorney General.

(A.G. 10157-53)

Empire Finance Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June 1953, incorporating: Paul Weil Brenner, broker, Jacques Weil Brenner, contractor, J.-Anatole Weil Brenner, broker, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To lend money, under the name of "Empire Finance Corporation", with a capital stock of \$225,000, divided into 1,250 preferred shares of \$100 each and 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company shall be at number 3929, St. Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the nineteenth day of June 1953.

L. DÉSILETS,
35297 Deputy Attorney General.

(A. G. 14298-53)

**Grenier & Dubois Construction Ltd.
Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June 1953, incorporating: H. Rolland Dubois, builder, Olivette Dubois, secretary, wife of said H. Rolland Dubois, both of Sherbrooke, judicial district of Saint-François, Fernand Grenier, builder, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate as general contractors for the construction and execution of private and public

publics, sous le nom de "Grenier & Dubois Construction Ltd. Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq juin 1953.

L'Assistant-procureur général,

35297-o L. DÉSILETS.

(P. G. 13530-53)

Glamour Garment Mfg. Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq juin 1953, constituant en corporation: Willie Berger, Ernest Goldstein, tous deux manufacturiers, Raymonde Doyle, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et vendre ou autrement faire le négoce ou le commerce de laine, tissus de coton, lainages, soieries, toiles et vêtements de toutes sortes, sous le nom de "Glamour Garment Mfg. Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq juin 1953.

L'Assistant-procureur général,

35297 L. DÉSILETS.

(P. G. 9045-53)

Harleigh (Canada) Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf juin 1953, constituant en corporation: Manuel Gitnick, manufacturier, Shirley Steinberg Gitnick, marchande publique, épouse séparée de biens dudit Manuel Gitnick, Theodore Gitnick, gérant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements et habits de toutes sortes ainsi que des vêtements de sport, sous le nom de "Harleigh (Canada) Co. Inc.", avec un capital de \$30,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juin 1953.

L'Assistant-procureur général,

35297 L. DÉSILETS.

(P. G. 13532-53)

Hillsdale Golf and Country Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du dix-huit juin 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Saul Tarnofsky, administrateur, de Hampstead, Philip Berman, Abe Pinsky, administrateurs, Cecil Vineberg, comptable agréé, Louis Shoore, Joshua Uditsky, agents d'immeubles, Lionel Goodman, imprimeur, Irving Wenger, marchand, Manuel Shacter, avo-

works under the name of "Grenier & Dubois Construction Ltd. Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company shall be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-fifth day of June 1953.

L. DÉSILETS,

35297 Deputy Attorney General.

(A. G. 13530-53)

Glamour Garment Mfg. Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June, 1953, incorporating: Willie Berger, Ernest Goldstein, both manufacturers, Raymonde Doyle, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort, under the name of "Glamour Garment Mfg. Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 preferred shares having a par value of \$100. each, and 100 common shares having a par value of \$100. each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,

35297-o Deputy Attorney General.

(A. G. 9045-53)

Harleigh (Canada) Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1953, incorporating: Manuel Gitnick, manufacturer, Shirley Steinberg Gitnick, marchande publique, wife separate as to property of the said Manuel Gitnick, Theodore Gitnick, manager, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, and clothing of all kinds, as well as sportswear, under the name of "Harleigh (Canada) Co. Inc.", with a capital stock of \$30,000. divided into 100 common shares of a par value of \$100. each, and 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-ninth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,

35297-o Deputy Attorney General.

(A. G. 13532-53)

Hillsdale Golf and Country Club Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1953, incorporating as a corporation without share capital: Saul Tarnofsky, executive, of Hampstead, Philip Berman, Abe Pinsky, executives, Cecil Vineberg, Chartered accountant, Louis Shoore, Joshua Uditsky, real estate agents, Lionel Goodman, printer, Irving Wenger, merchant, Manuel Shacter, advocate, of Montreal,

cat, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir, exploiter et administrer un club de golf et champêtre au bénéfice et à l'avantage de ses membres et leurs invités, sous le nom de "Hillsdale Golf and Country Club Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$500,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35297 L. DÉSILETS.

(P.G. 13327-53)

Imperial Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-huit juin 1953, constituant en corporation: Raymond Lebœuf, avocat, Gisèle Behocaray, fille majeure, secrétaire, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, Myrto Brasseur, secrétaire, fille majeure, de Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands d'obligations, courtiers de placements et d'actions dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Imperial Investments Inc.", avec un capital de \$10,000, divisé en 10,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35297 L. DÉSILETS.

(P.G. 13331-53)

Lajeunesse Automobile Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quinze juin 1953, constituant en corporation: Jacques Boisclair, marchand, Lucie Béland-Boisclair, ménagère, Robert Dufresne, comptable, tous trois des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules-automobiles, motocyclettes, bicycles, moteurs; et exploiter des garages, sous le nom de "Lajeunesse Automobile Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 350 actions privilégiées de \$100 chacune et en 50 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 9561, rue Lajeunesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35297-o L. DÉSILETS.

(P.G. 13537-53)

Lakeshore Hotel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1953, constituant en corporation:

all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To promote, operate and manage a golf and country club for the benefits and advantages of its members and their guests, under the name of "Hillsdale Golf and Country Club Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$500,000.

The head office of the Corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighteenth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
46297-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13327-53)

Imperial Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighteenth day of June, 1953, incorporating: Raymond Lebœuf, advocate, Gisèle Behocaray, spinster, secretary, both of the city and judicial district of Montreal, Myrto Brasseur, secretary, spinster, of St. Eustache, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To carry on the business of bond dealers, investment and share brokers in all its branches, under the name of "Imperial Investments Inc.", with a capital stock of \$10,000, divided into 10,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35297-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13331-53)

Lajeunesse Automobile Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June 1953, incorporating: Jacques Boisclair, merchant, Lucie Béland-Boisclair, housewife, Robert Dufresne, accountant, all three of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, motorcycles, bicycles, motors; and operate garages, under the name of "Lajeunesse Automobile Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 350 preferred shares of \$100 each and 50 common shares of \$100 each.

The head office of the company shall be at 9561, Lajeunesse Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the fifteenth day of June 1953.

L. DÉSILETS,
35297 Deputy Attorney General.

(A.G. 13537-53)

Lakeshore Hotel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June 1953, incorporating: Lucien Thouin,

Lucien Thouin, avocat, Jacqueline Matte, Paula Boisvert, sténographes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, restaurants, maisons de touristes, sous le nom de "Lakeshore Hotel Inc.", avec un capital de \$100,000, divisé en 820 actions privilégiées de \$100 chacune et en 1,800 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept juin 1953.

L'Assistant-procureur général,

35297-o

L. DÉSILETS.

(P.G. 14458-53)

Les Duplets Tremblay Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trois juillet 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Paul-Émile Tremblay, journalier, Jos-A. Bergeron, médecin, tous deux de la ville de Saint-Joseph d'Alma, district judiciaire de Roberval, et Paul-Émile Lavoie, gérant, de Saint-Ambroise, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Assurer le bien-être matériel et moral de la famille de Paul-Émile Tremblay, sous le nom de "Les Duplets Tremblay Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$300,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Joseph d'Alma, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juillet 1953.

L'Assistant-procureur général,

35297-o

L. DÉSILETS.

(P. G. 12577-53)

Les Entreprises Yvon L'Heureux Limitée Yvon L'Heureux Enterprises Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux juin 1953, constituant en corporation: Yvon L'Heureux, commerçant, Jean-Noël Miville, comptable, de Beloeil Station, district judiciaire de Richelieu, Mariette Renouf, comptable, de Verdun, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de matériaux de construction, de quincaillerie, sous le nom de "Les Entreprises Yvon L'Heureux Limitée" — Yvon L'Heureux Enterprises Limited", avec un capital de \$100,000 divisé en 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et de 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beloeil Station, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux juin 1953.

L'Assistant-procureur général,

35297-o

L. DÉSILETS.

(P. G. 13386-53)

Manny Realty Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

advocate, Jacqueline Matte, Paula Boisvert, stenographers, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, restaurants, tourist houses, under the name of "Lakeshore Hotel Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 820 preferred shares of \$100 each and 1,800 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company shall be at Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the seventeenth day of June 1953.

L. DÉSILETS,

35297

Deputy Attorney General.

(A.G. 14458-53)

Les Duplets Tremblay Inc.

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of July, 1953, incorporating without share capital: Paul-Émile Tremblay, laborer, Jos. A. Bergeron, physician, both of the town of Saint-Joseph d'Alma, judicial district of Roberval, and Paul-Émile Lavoie, manager, of Saint-Ambroise, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To assure the moral and material welfare of the family of Paul-Émile Tremblay, under the name of "Les Duplets Tremblay Inc."

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is limited, is \$300,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Joseph d'Alma, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1953.

L. DÉSILETS,

35297

Deputy Attorney General.

(A. G. 12577-53)

Les Entreprises Yvon L'Heureux Limitée Yvon L'Heureux Enterprises Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June 1953, incorporating: Yvon L'Heureux, merchant, Jean-Noël Miville, accountant, of Beloeil Station, judicial district of Richelieu, Mariette Renouf, accountant, of Verdun, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in materials of construction, hardware, under the name of "Les Entreprises Yvon L'Heureux Limitée" — "Yvon L'Heureux Enterprises Limited", with a capital of \$100,000 divided into 900 preferred shares of a par value of \$100 each and 2,000 common shares of a par value of \$5 each.

The head office of the company shall be at Beloeil Station, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-second day of June 1953.

L. DÉSILETS,

35297

Deputy Attorney General.

(A. G. 13386-53)

Manny Realty Inc.

Notice is hereby given that under part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf juin 1953, constituant en corporation: Max Silver, manufacturier, Mollie Davis, épouse séparée de biens de Max Silver, Harry Rabinovitch, gérant de manufacture, tous de la cité de Montréal, et Claire Rabinovitch, veuve de feu Issie Manny Finkelstein, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et administrer certaines propriétés immobilières, sous le nom de "Manny Realty Inc.", avec un capital de \$140,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35297 L. DÉSILETS.

(P.G. 14297-53)

Mercantile Warehousing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six juin 1953, constituant en corporation: Nathan Levitsky, avocat, Rose Markis, secrétaire, fille majeure, Solomon Weber, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des entrepôts et des établissements d'entreposage frigorifique, sous le nom de "Mercantile Warehousing Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35297 L. DÉSILETS.

(P.G. 13372-53)

Mercury Finance Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1953, constituant en corporation: J.-Émile Maheu, Aurélien Noël, Rodolphe Maheu d'Outremont, Bernard Robert, Marcel Hurtubise, de Montréal, Antoine-R. Faggiolo, de Saint-Lambert, tous comptables agréés, du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de prêteur d'argent, sous le nom de "Mercury Finance Inc.", avec un capital de \$225,000, divisé en 17500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35297-o L. DÉSILETS.

(P. G. 13568-53)

Montreal-Granby Press Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1953, incorporating: Max Silver, manufacturer, Mollie Davis, wife separate as to property of Max Silver, Harry Rabinovitch, Factory Manager, all of the City of Montreal, and Claire Rabinovitch, widow of the late Issie Manny Finkelstein, of the city of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire and manage certain immoveable properties, under the name of "Manny Realty Inc.", with a capital stock of \$140,000, divided into 400 common shares of \$100. each, and 1,000 preferred shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-ninth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35297-o Deputy Attorney General.

(A.G. 14297-53)

Mercantile Warehousing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1953, incorporating: Nathan Levitsky, advocate, Rose Markis, secretary, spinster, Solomon Weber, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate warehouses and cold storage plants, under the name of "Mercantile Warehousing Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35297-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13372-53)

Mercury Finance Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June 1953, incorporating: J.-Émile Maheu, Aurélien Noël, Rodolphe Maheu, of Outremont, Bernard Robert, Marcel Hurtubise, of Montreal, Antoine-R. Faggiolo, of Saint-Lambert, all chartered accountants, of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the general business of money lenders, under the name of "Mercury Finance Inc.", with a capital stock of \$225,000, divided into 17500 preferred shares of a par value of \$10 each and 5,000 common shares of a par value of \$10.

The head office of the company shall be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-seventh day of June 1953.

L. DÉSILETS,
35297 Deputy Attorney General.

(A. G. 13568-53)

Montreal-Granby Press Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth

du seize juin 1953, constituant en corporation: Jacques Francœur, Robert Allard, tous deux éditeurs, Roland-A. Diamond, notaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs, de libraires, d'impressions photographiques, sous le nom de "Montreal-Granby Press Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le seize juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35297-o L. DÉSILETS.

(P. G. 14250-53)

New Tex Hosiery Mfg. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq juin 1953, constituant en corporation: Joseph J. Shapiro, Morton Margolian, marchands, Sureka Wasserman, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et vendre des bas en soie et en nylon pour dames, sous le nom de "New Tex Hosiery Mfg. Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35297-o L. DÉSILETS.

(P.G. 14251-53)

Notre Dame Realities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq juin 1953, constituant en corporation: Kenneth Albert Wilson, John McGlinchey Home, avocat, et conseils en loi de la Reine, Kenneth Hunter Wilson, avocat, Helen Hague, gérante de bureau, fille majeure, Enid Mary Roberts, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands et agents d'immeubles, sous le nom de "Notre-Dame Realities Ltd.", avec un capital de \$25,000, divisé en 2,500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35297 L. DÉSILETS.

(P.G. 12851-53)

Service des Loisirs de Notre-Dame-des-Victoires

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deux juin 1953,

day of June 1953, incorporating: Jacques Francœur, Robert Allard, both editors, Roland-A. Diamond, notary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of printers, booksellers, and deal in photographic prints, under the name of "Montreal-Granby Press Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 1,000 common shares of a par value of \$10. each, and 400 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company shall be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the sixteenth day of June 1953.

L. DÉSILETS,
35297 Deputy Attorney General.

(A. G. 14250-53)

New Tex Hosiery Mfg. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June, 1953, incorporating: Joseph J. Shapiro, Morton Margolian, merchants, Sureka Wasserman, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and sell ladies silk and nylon stockings, under the name of "New Tex Hosiery Mfg. Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100. each, and 200 preferred shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-fifth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35297-o Deputy Attorney General.

(A.G. 14251-53)

Notre Dame Realities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June, 1953, incorporating: Kenneth Albert Wilson, John McGlinchey Home, advocates and Queen's Counsel, Kenneth Hunter Wilson, advocate, Helen Hague, office manager, spinster, Enid Mary Roberts, stenographer, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate dealers and agents, under the name of "Notre Dame Realities Ltd.", with a capital stock of \$25,000, divided into 2,500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35297-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12851-53)

Service des Loisirs de Notre-Dame-des-Victoires

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of June,

constituant en corporation sans capital-actions: Henri Brassard, comptable, Victoire Lévesque, célibataire majeure, couturière, et Laurent Ouimet, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Développer les loisirs dans la paroisse de Notre-Dame-des-Victoires, de Montréal, sous le nom de "Service des Loisirs de Notre-Dame-des-Victoires".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-deux juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35297-o L. DÉSILETS

(P. G. 14236-53)

**Quebec Adjustment Company
La Compagnie d'Ajustement de Québec**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juin 1953, constituant en corporation: Louis Baillargeon, Jules Baillargeon, notaires, Rita Saint-Hilaire, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer généralement les commerce et opération d'enquêteur, d'ajusteur et évaluateur, sous le nom de "Quebec Adjustment Company" — "La Compagnie d'Ajustement de Québec".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera divisé en 300 actions ordinaires sans valeur au pair et en 90 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35297-o L. DÉSILETS

(P. G. 13538-53)

Super Auto Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-sept juin 1953, constituant en corporation: Nathan Levitsky, avocat, Rose Markis, secrétaire fille majeure, Solomon Weber, avocat, conseil en loi de la Reine, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre un commerce général de garage, de pièces d'automobiles et faire le lavage d'autos, sous le nom de "Super Auto Services Ltd.", avec un capital de \$200,000 divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 7,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1953.

L'Assistant-procureur général,
35297 L. DÉSILETS

(P. G. 13541-53)

Taylor Duplicating & Mailing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

1953, incorporating without share capital: Henri Brassard, accountant, Victoire Lévesque, spinster, seamstress and Laurent Ouimet, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To develop recreational centers in the parish of Notre-Dame-des-Victoires, of Montreal, under the name of "Service des Loisirs de Notre-Dame-des-Victoires".

The amount to which the immoveable property which the corporation may hold is limited, is \$1,000,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35297 Deputy Attorney General.

(A. G. 14236-53)

**Quebec Adjustment Company
La Compagnie d'Ajustement de Québec**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1953, incorporating: Louis Baillargeon, Jules Baillargeon, notaires, Rita Saint-Hilaire, secretary, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on, generally, the business and operations of an investigator, an adjuster and appraiser, under the name of Quebec Adjustment Company — "La Compagnie d'Ajustement de Québec".

The amount of the capital stock of the company will be divided into 300 common shares of no par value and into 90 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-sixth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35297 Deputy Attorney General.

(A. G. 13538-53)

Super Auto Services Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1953, incorporating: Nathan Levitsky, advocate, Rose Markis, secretary, and fille majeure, Solomon Weber, advocate, Queen's Counsel, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in a general garage, auto-parts and car-wash business, under the name of "Super-Auto Services Ltd.", with a capital stock of \$200,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$10. each and 7,500 preferred shares of a par value of \$20. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35297-o Deputy Attorney General.

(A. G. 13541-53)

Taylor Duplicating & Mailing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de juin, 1953, constituant en corporation: Moses Samuel Yelin, avoat, Lillian Winch, Esther Monson, secrétaires, tous de la cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un service de polycopie et postal, sous le nom de "Taylor Duplicating & Mailing Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune, et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur-général, ce vingt-septième jour de juin, 1953.

L'Assistant-procureur général,
35297 L. DÉSILETS.

(P.G. 13385-53)

The Trainatorium Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-neuf juin, 1953, constituant en corporation: Louis Lasanik, marchand, Ida Lasanik, ménagère, épouse séparée de biens de Louis Lasanik, Nathan Lasanik, vendeur, tous de la cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants;

Exercer le commerce de manufacturiers, marchands, et négociants de jouets, nouveautés, des trains électriques, des passe-temps, des étalages, de l'annonce en général et toutes fournitures, sous le nom de "The Trainatorium Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf juin, 1953.

L'Assistant-procureur général,
35297 L. DÉSILETS.

(P.G. 12834-53)

Trans-Canada Movers and Storage Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de juin, 1953, constituant en corporation: Barney Vinegar, Lewis Vinegar, maîtres-charretiers, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, Edward Robert Fowler, comptable agréé, de la cité de Moncton, province du Nouveau Brunswick, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de camionnage et de transport d'effets, objets, marchandises, sous le nom de "Trans-Canada Movers and Storage Ltd.", avec un capital de \$30,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2110 rue Sainte-Catherine ouest, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-neuvième jour de juin, 1953.

L'Assistant-procureur général,
35297 L. DÉSILETS.

(P. G. 12589-53)

Wolfe Bros. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1953, incorporating: Moses Samuel Yelin, advocate, Lillian Winch, Esther Monson, secretaries, all of the City and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a duplicating and mailing service, under the name of "Taylor Duplicating & Mailing Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of the par value of \$100, each, and 300 preferred shares of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-seventh day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35297-o Deputy Attorney General.

(A.G. 13385-53)

The Trainatorium Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1953, incorporating: Louis Lasanik, storekeeper, Ida Lasanik, housewife, wife separate as to property of Louis Lasanik, Nathan Lasanik, salesman, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and dealing in and with toys, novelties, toy electric trains, hobbies, displays, general advertising and all supplies, under the name of "The Trainatorium Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35297-o Deputy Attorney General.

(A.G. 12834-53)

Trans-Canada Movers and Storage Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of June, 1953, incorporating: Barney Vinegar, Lewis Vinegar, master carters, both of the city and judicial district of Montreal, Edward Robert Fowler, chartered accountant, of the city of Moncton, province of New Brunswick for the following purposes:

To carry on the business of trucking and transporting goods, wares and merchandises, under the name of "Trans-Canada Movers and Storage Ltd.", with a capital stock of \$30,000, divided into 150 common shares of \$100 each, and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2110 St. Catherine St. West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
35297-o Deputy Attorney General.

(A. G. 12589-53)

Wolfe Bros. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt juin, 1953, constituant en corporation: Joseph Wolfe, Louis Wolfe, Harry Wolfe, marchands, tous de la cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le métier et le commerce de marchands de marchandises sèches, marchandises en pièces, et toutes sortes de vêtements et d'articles vestimentaires, sous le nom de "Wolfe Bros. Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général ce vingt-ième jour de juin, 1953.

L'Assistant-procureur général,
36297 L. DÉSILETS.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1953, incorporating: Joseph Wolfe, Louis Wolfe, Harry Wolfe, merchants, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of dealers in dry goods, piece goods, and all kinds of clothing and wearing apparel, under the name of "Wolfe Bros. Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 100 common shares of \$100. each, and 300 preferred shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twentieth day of June, 1953.

L. DÉSILETS,
36297-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P. G. 14244-53)

AVIS DE CORRECTION

Re Fédération des Œuvres de Charité Canadienne-Françaises, Inc.

Avis est donné que l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, tome 85, N° 31, du 1er août 1953, à la page 2437, sous le titre "Lettres Patentes", concernant la corporation ci-haut mentionnée, est corrigé de la façon suivante: dans la quatrième ligne de la version française dudit avis, au lieu des mots "des lettres patentes", il faut lire: "des lettres patentes supplémentaires", et dans la deuxième ligne de la version anglaise, au lieu des mots "letters patent", il faut lire: "supplementary letters patent". En conséquence, le titre lui-même de l'avis doit aussi être corrigé pour se lire, en français, "Lettres Patentes Supplémentaires", et, en anglais, "Supplementary Letters Patent".

Daté du bureau du Procureur général le 3 août 1953.

L'Assistant-procureur général,
35297-o L. DÉSILETS.

Supplementary Letters Patent

(A. G. 14244-53)

NOTICE OF CORRECTION

Re Fédération des Œuvres de Charité Canadienne-Françaises, Inc.

Notice is given that the notice, published in the *Quebec Official Gazette*, Vol. 85, No. 31, of August 1st, 1953, on page 2437, under the title "Letters Patent", concerning the above mentioned corporation, is corrected in the following way: in the fourth line of the French version of the said notice, instead of the words "des lettres patentes", please read: "des lettres patentes supplémentaires" and, in the second line of the English version, instead of the words "letters patent", please read: "supplementary letters patent". Therefore, the title of the notice itself should also be corrected to read, in French, "Lettres Patentes Supplémentaires", and, in English, "Supplementary Letters Patent".

Dated at the office of the Attorney General, August 3, 1953.

L. DÉSILETS,
46297 Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseils

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 886

Québec, le 30 juillet 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "G"

CONCERNANT des modifications au décret relatif au commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans les cités de Québec et Lévis et la ville de Lauzon.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans les cités de Québec et Lévis et la ville de Lauzon,

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 886

Quebec, July 30, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "G"

CONCERNING amendments of the decree relating to the hardware and paint trade in the cities of Quebec and Levis and the town of Lauzon.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the hardware and paint trade in the cities of Quebec and Levis and the town of Lauzon, rendered obligatory by the

rendue obligatoire par le décret numéro 1090 du 7 mars 1940, amendé par les arrêtés numéros 4200 et 4252 des 28 novembre et 1er décembre 1940, 1043 du 30 avril 1941, 1168, 1756 et 3144 des 13 mai, 24 juillet et 20 novembre 1942, 2631 du 10 septembre 1943, 1431 du 28 avril 1944, 3499 du 1er septembre 1945, 1655 et 4717 des 10 mai et 14 novembre 1946, 1310-B du 12 août 1947, 68-B, 1162-A et 1763-B des 22 janvier, 9 septembre et 23 décembre 1948, 1029-A et 1198-C des 14 septembre et 27 octobre 1949, 915-A du 9 août 1950, 735-C du 12 juillet 1951, 1396-B du 13 décembre 1951 et 556-B du 14 mai, 1952, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 juin 1953;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées; IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ledit décret, numéro 1090, soit modifié comme suit:

1° Le deuxième alinéa du paragraphe "j" de l'article II est remplacé par le suivant:

Toutefois, après une année de service comme messenger, le salarié doit être classifié dans une des catégories de commis mentionnées au décret, et l'année de travail comme messenger ne doit pas être comptée comme année d'expérience comme commis dans la catégorie dans laquelle le salarié est classifié.

2° Le paragraphe "k" de l'article II est remplacé par le suivant:

k) Le terme "employé junior" désigne tout salarié exécutant le travail ordinairement reconnu sous le nom d'ouvrage général, garçon de magasin, garçon d'ascenseur; toutefois, après une année de travail dans cette classification le salarié doit être classifié dans une des catégories de commis décrites au décret et l'année de travail comme employé junior ne doit pas être comptée comme année d'expérience dans la catégorie de commis dans laquelle le salarié est classifié.

3° Le dernier alinéa du paragraphe "b" de l'article III est remplacé par le suivant:

En dehors des heures mentionnées ci-haut, un salarié ne peut travailler et un employeur ou un employeur professionnel ne peut faire travailler un salarié à la vente dans un établissement régi par le présent décret.

4° A l'article IV, les taux de salaires minima mentionnés pour la classification d'emploi ci-après énumérées, sont remplacés par les suivants:

	par semaine
a) 1. Gérant.....	\$63.00
2. Chef-comptable.....	56.50
3. 1er commis à la vente.....	56.50
4. 1er commis réception et expédition.....	53.00
5. 1er commis aux commandes.....	53.00
b) Livreur.....	45.50
c) Aide-livreur — moins 21 ans.....	29.00
Aide livreur — 21 ans et plus.....	33.50
d) Messenger.....	15.00
f) Personnel masculin de bureau:	
1ère année.....	21.50
2ème année.....	25.50
3ème année.....	28.50
4ème année.....	33.00
5ème année.....	38.50
6ème année.....	42.50
7ème année.....	46.00

decree number 1090 of March 7, 1940, and amended by Orders 4200 and 4252 of November 28 and December 1, 1940, 1043 of April 30, 1941, 1168, 1756 and 3144 of May 13, July 24 and November 20, 1942, 2631 of September 10, 1943, 1431 of April 28, 1944, 3499 of September 1, 1945, 1655 and 4717 of May 10 and November 14, 1946, 1310-B of August 12, 1947, 68-B, 1162-A and 1763-B of January 22, September 9 and December 23, 1948, 1029-A and 1198-C of September 14 and October 27, 1949, 915-A of August 9, 1950, 735-C of July 12, 1951, 1396-B of December 13, 1951, and 556-B of May 14, 1952, have submitted to the Minister of Labour a petition to amend the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 13, 1953;

WHEREAS no objection was made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore on the recommendation of the Honourable Prime Minister.

THAT the said decree, number 1090, be amended as follows:

1. The second paragraph of subsection "j" of section II is replaced by the following:

However, after one year of service as messenger, the employee shall be classified in one of the clerk categories mentioned in the decree and that year of work as messenger shall not be considered as a year of experience as clerk in the category in which the employee is classified.

2. Subsection "k" of section II is replaced by the following:

k) The words "junior employee" mean any employee doing the work ordinarily called "general work," or that of store or elevator boy; however, after one year of work in this classification, the employee shall be classified in one of the clerk categories described in the decree and that year of work as junior employee shall not be considered as a year of experience in the clerk category in which the employee is classified.

3. The last paragraph of subsection "b" of section III is replaced by the following:

Outside the hours mentioned above, no employee shall work and no employer or professional employer shall cause sales work to be done by an employee in an establishment governed by the present decree.

4. The minimum wage rates for the following classifications of employment, as mentioned in section IV, are replaced by the following:

	per week
a) 1. Manager.....	\$63.00
2. Chief-accountant.....	56.50
3. Head sales-clerk.....	56.50
4. Head receiving and shipping clerk.....	53.00
5. Head order clerk.....	53.00
b) Delivery-man.....	45.50
c) Delivery-man's helper:	
under 21 years of age.....	29.00
21 years of age and over.....	33.50
d) Messenger.....	15.00
f) Male office clerk:	
1st year.....	21.50
2nd year.....	25.50
3rd year.....	28.50
4th year.....	33.00
5th year.....	38.50
6th year.....	42.50
7th year.....	46.00

8ème année	49.50
9ème année	53.00
g) <i>Commis à la vente:</i>	
1ère année	20.00
2ème année	23.50
3ème année	28.50
4ème année	32.00
5ème année	37.00
6ème année	41.50
7ème année	43.50
8ème année	48.50
9ème année	53.00
h) <i>Commis à réception et expédition:</i>	
1ère année	21.50
2ème année	25.50
3ème année	28.50
4ème année	33.00
5ème année	36.00
6ème année	39.00
7ème année	40.00
8ème année	43.00
9ème année	45.50
i) <i>Commis aux commandes:</i>	
1ère année	21.50
2ème année	25.55
3ème année	20.50
4ème année	33.00
5ème année	36.00
6ème année	39.00
7ème année	41.50
8ème année	45.50
9ème année	48.50
k) <i>Commis supplémentaire</i>	l'heure 0.90
l) <i>Commis surnuméraire</i>	0.60
m) <i>Personnel féminin de bureau:</i>	par semaine
1ère année	20.00
2ème année	24.50
3ème année	29.50
4ème année	33.00
mm) <i>Autre personnel féminin:</i>	
1ère année	19.00
2ème année	22.50
3ème année	27.00
4ème année	29.50
n) 1. <i>Ouvrier de métier qualifié</i>	51.50
2. <i>Ouvrier de métier non qualifié</i>	44.00
o) <i>Apprenti de métier</i>	l'heure
1ère année	.45
2ème année	.56
3ème année	.68
4ème année	.80
p6) <i>Employé d'ouvrage général:</i>	
Employé senior:	par semaine
moins de 25 ans	42.00
25 ans et plus	45.50
b) <i>Employé junior</i>	19.00
q) <i>Gardien de nuit</i>	39.00"
66 Les taux de salaires pour chacune des classifications d'emploi mentionnées au paragraphe 7 de l'article VI-B sont remplacés par les suivants:	
<i>Occupation:</i>	par semaine
"a) 1. <i>Gérant</i>	\$63.00
2. <i>Chef-comptable</i>	56.00
3. <i>Premier commis à la vente</i>	66.09
4. <i>Premier commis d'entrepôt:</i>	
1ère année	45.00
2ème année	49.50
b) <i>Livreur</i>	45.00
c) <i>Aide-livreur:</i>	
moins de 21 ans	28.00
21 ans et plus	34.50
d) <i>Personnel masculin de bureau:</i>	
1ère année	20.50
2ème année	25.00
3ème année	28.50

8th year	49.50
9th year	53.00
g) <i>Sales clerk:</i>	
1st year	20.00
2nd year	23.50
3rd year	28.50
4th year	32.00
5th year	37.00
6th year	41.50
7th year	43.50
8th year	48.50
9th year	53.00
h) <i>Receiving and shipping clerk:</i>	
1st year	21.50
2nd year	25.50
3rd year	28.50
4th year	33.00
5th year	36.00
6th year	39.00
7th year	40.00
8th year	43.00
9th year	45.50
i) <i>Orders clerk:</i>	
1st year	21.50
2nd year	25.50
3rd year	28.50
4th year	33.00
5th year	36.00
6th year	39.00
7th year	41.50
8th year	45.50
9th year	48.50
k) <i>Extra clerk</i>	per hour 0.90
l) <i>Supernumery clerk</i>	0.60
m) <i>Female office clerk:</i>	per week
1st year	20.00
2nd year	24.50
3rd year	29.50
4th year	33.00
mm) <i>Other female employees:</i>	
1st year	19.00
2nd year	22.50
3rd year	27.00
4th year	29.50
n) 1. <i>Skilled tradesman</i>	51.50
2. <i>Unskilled tradesman</i>	44.00
o) <i>Trade apprentices:</i>	per hour
1st year	0.45
2nd year	0.56
3rd year	0.68
4th year	0.80
p) <i>General hand:</i>	
a) <i>Senior employee:</i>	per week
Under 25 years of age	42.00
25 years of age and over	45.50
b) <i>Junior employee</i>	19.00
q) <i>Night watchman</i>	39.00"
5. The wages rates for every classification of employment mentioned in subsection 7 of section VI-B are replaced by the following:	
<i>Occupation:</i>	weekly wages
"a) 1. <i>Manager</i>	\$63.00
2. <i>Chief accountant</i>	56.00
3. <i>Head sales clerk</i>	66.00
4. <i>Head warehouse-clerk:</i>	
1st year	45.00
2nd year	49.50
b) <i>Delivery man</i>	45.00
c) <i>Delivery man's helper:</i>	
(under 21 years of age)	28.00
21 years or over	34.50
d) <i>Male office employees:</i>	
1st year	20.50
2nd year	25.00
3rd year	28.50

4ème année.....	33.00	4th year.....	33.00
5ème année.....	37.50	5th year.....	37.50
6ème année.....	42.50	6th year.....	42.50
7ème année.....	47.50	7th year.....	47.50
8ème année.....	51.50	8th year.....	51.50
e) Employé d'entrepôt:		e) Warehouse employee:	
1ère et 2ème années d'expérience	35.00	1st and 2nd years experience...	35.00
après 2 ans d'expérience.....	41.00	After 2 years experience.....	41.00
f) Employé temporaire (l'heure).....	0.90	f) Temporary employee (per hour) ..	0.90
g) Personnel féminin de bureau:		g) Female office employees:	
1ère année.....	20.50	1st year.....	20.50
2ème année.....	24.50	2nd year.....	24.50
3ème année.....	28.50	3rd year.....	28.50
4ème année.....	32.50	4th year.....	32.50

Les parties contractantes ont consenti à ce que ces amendements soient obligatoires à compter du 1er juin 1953.

(Document "G" annexé à l'arrêté).

Le Greffier suppléant du Conseil Exécutif,
35298-o C. LARICHELIERE.

The contracting parties are agreed that these amendments shall come into force starting June 1st, 1953.

(Document "G" annexed to the Order).

C. LARICHELIERE,
35298-o Acting Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 886

Québec, le 30 juillet 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "F"

CONCERNANT un amendement au règlement de prélèvement du comité paritaire de l'industrie du camionnage de l'île de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE le paragraphe "b" de l'article 1 (Cotisation) du règlement de prélèvement du comité paritaire de l'industrie du camionnage de l'île de Montréal, approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 286-A du 12 mars 1953, soit remplacé par le suivant:

"b) Les artisans régis par ledit décret numéro 913, doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour leur métier ou occupation."

C. LARICHELIERE,
35298-o Greffier suppléant du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 886

Quebec, July 30, 1953.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "F"

CONCERNING an amendment of the levy by-law of the Trucking Industry Committee for the Island of Montreal.

IT IS ORDERED, on the recommendation of the Honourable Prime Minister,

THAT subsection "b" of section 1 (Assessments) of the levy by-law of the Trucking Industry Parity Committee for the Island of Montreal, approved by Order-in-Council No. 286-A of March 12, 1953, be replaced by the following:

"b) The artisans governed by the said decree No. 913 shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages established in the decree for their trade or occupation."

C. LARICHELIERE,
35298-o Acting Clerk of the Executive Council.

Assemblée

(P. G. 5752-50)

CLAIROL INC. OF CANADA -

Extrait des minutes de l'assemblée du bureau de direction de "Clairol Inc. of Canada" tenue le 2ième jour de juillet 1953, lesquelles ont été approuvées, sanctionnées et confirmées à l'assemblée générale spéciale des actionnaires tenue à la même date.

Il a été résolu que l'article 30 du règlement N° I se lisant comme suit:

Règlement N° I

Article 30. L'année fiscale de la compagnie se terminera le 31ième jour de juillet de chaque année.

Le président a déclaré qu'en vu du changement de la fin de l'année fiscale de la compagnie au 31 juillet, il serait nécessaire d'amender l'article 5 du règlement N° I changeant la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires. Sur

Meeting

(A. G. 5752-50)

CLAIROL INC. OF CANADA

Extract from the minutes of the meeting of the Board of Directors of Clairol Inc. of Canada held on the 2nd day of July 1953 which were approved, sanctioned and confirmed at the special general meeting of shareholders held on the same date.

It was resolved that Article 30 of By-Law No. I reading as follows:

By-Law No. I

Article 30. The fiscal year of the Company shall terminate on the 31st day of July in each year."

The Chairman then stated that due to the change of this Company's fiscal year end to 31st July, it would be necessary to amend Article 5 of By-Law No. I changing the date of the Annual General Meeting of Shareholders. Upon

proposition dûment faite, secondée et adoptée à l'unanimité:

Il a été résolu que l'article 5 du règlement N°1 se lisant comme suit:

Règlement N° 1

Article 5. L'Assemblée annuelle sera tenue au siège social de la compagnie en la cité de Montréal, province de Québec, à une date devant être fixée par les directeurs entre le premier et le trentième jour de mars de chaque année.

soit amendé pour se lire comme suit:

Règlement N° 1

Article 5. L'assemblée annuelle sera tenue au siège social de la compagnie en la cité de Montréal, province de Québec, à une date (pas plus tard que quatre mois à compter de la fin de l'année fiscale de la compagnie) que le bureau de direction pourra déterminer.

Daté à Montréal, P. Q., ce 20ième jour de juillet 1953.

Certifié vraie copie.

(Sceau)
35299

Le Secrétaire-trésorier,
HAROLD T. GREETHAM.

motion, duly made, seconded and unanimously carried:

It was resolved that Article 5 of By-Law No. 1 reading as follows:

By-Law No. 1

Article 5. The annual meeting shall be held at the head office of the Company in the City of Montreal, in the Province of Quebec, on a date to be fixed by the directors between the first and the thirtieth day of March in each year. be amended to read as follows:

By-Law No. 1

Article 5. The annual meeting shall be held at the head office of the Company in the City of Montreal, in the Province of Quebec, on a date (not later than four months reckoning from the end of the company's fiscal year) as the board of directors may determine."

Dated at Montreal, P. Q., this 20th day of July 1953.

Certified true Copy.

(Seal)
35299-o

HAROLD T. GREETHAM.
Secretary-Treasurer.

Avis divers

LOI DU RÉGIME DES EAUX COURANTES,
STATUTS REFONDUS, 1941, CHAPITRE 98,
FORMULE 2.

2.— (Article 35)

Avis de la demande du dépôt des plans
et devis

Avis est donné au public conformément à l'article 35 de la Loi du régime des eaux courantes, que, Donnacona Paper Company Limited, de la cité de Québec, dans le comté de Québec, se propose de faire les travaux suivants:

Réparer l'écluse pour le flottage du bois au Grand Lac à l'Epaule, Rivière Jacques-Cartier, Parc National des Laurentides.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin accompagnée des plans et devis indiquant la nature de l'ouvrage (ou de l'amélioration, selon le cas), et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au ministre des Ressources hydrauliques, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de Montmorency, à Château-Richer.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le 30 juillet 1953.

DONNACONA PAPER CO. LTD.

Par le Gérant du Bois,
W. F. McCOLM.

35300-o

(P. G. 4518-47)

HARVINE MFG. CO. LTD.

Règlement N° 26

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs.

Qu'il soit résolu que:

Miscellaneous Notices

WATER-COURSE ACT,
REVISED STATUTES, 1941, CHAPTER 98,
FORM 2.

2.— (Section 35)

Notice of Application and Deposit of Plan
and Specifications.

Public notice is hereby given, in accordance with section 35 of the Water-Course Act, that Donnacona Paper Company Limited, of the City of Quebec in the county of Quebec, intends to execute the following work:

Repair the driving dam of Big Lake L'Epaule, Jacques-Cartier River, Laurentide National Park.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications showing the nature of the work or of the improvement (as the case may be), and the land which will be affected by such work has been forwarded to the Minister of Hydraulic Resources, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Montmorency at Château-Richer.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

July 30, 1953.

DONNACONA PAPER CO. LTD.

W. F. McCOLM.
Woodlands Manager,

35300-o

(A. G. 4518-47)

HARVINE MFG. CO. LTD.

By-Law No. 26

By-law to increase the number of directors.

Be it resolved that:

1. Le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de trois (3) à quatre (4).

2. Les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, amendés pour se conformer au précédent.

Décreté ce 15^{ième} jour de juin 1953.

Le Secrétaire,
35301 IRVING MESHWORK.

(P. G. 6148-44)

PRECISION INSTRUMENTS INCORPORATED
INSTRUMENTS DE PRÉCISION INCORPORÉE

Règlement Spécial "A"

"Que le nombre des directeurs de la compagnie soit porté de trois à cinq et que le règlement V des règlements généraux de la compagnie soit et est par la présente modifié en remplaçant le mot "trois" par le mot "cinq"."

Certifiée copie conforme, Montréal, le 17 juillet 1953.

Le Secrétaire,
35302-o MARCEL PICHÉ, C.R.

WESTMORE FABRICS INC.

Règlement spécial "A"

La distribution de l'actif de la compagnie entre les actionnaires au pro rate du nombre d'actions détenues par chacun est, par les présentes, autorisée.

Certifié vrai sommaire du règlement spécial "A" de "Westmore Fabrics Inc."

St-Hyacinthe, P. Q., 30 juillet 1953.

Le Secrétaire,
35303 B. H. WELCH.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Coopérative d'Habitation St-Eusèbe de Montréal", en date du 23 juillet 1953, dont le siège social est situé à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 29 juillet 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35310-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a autorisé, le 24 juillet 1953, le changement de nom du "Syndicat des Employés des Industries de la Pâtisserie et de la Biscuiterie de Québec", dont la formation a été autorisée le 8 novembre 1951, et dont le siège social est situé à Québec, dans le district judiciaire de Québec, en celui de "Syndicat des Industries de la Pâtisserie et de la Biscuiterie Inc.", et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 27 juillet 1953.

Le Sous-secrétaire de la province,
35311-o JEAN BRUCHÉSI.

1. The number of directors of the Company be increased from three (3) to four (4).

2. The By-laws of the Company be, and they are hereby amended to accord with the foregoing.

Enacted this 15th day of June, 1953.

IRVING MESHWORK,
35301-o Secretary.

(A. G. 6148-44)

PRECISIONS INSTRUMENTS INCORPORATED
INSTRUMENTS DE PRÉCISION INCORPORÉE

Special By-Law "A"

"That the number of Directors of the company be carried from three to five and that By-law V of the general by-laws of the company be and is by these presents amended by replacing the word "three" by the word "five"."

Certified true copy, Montreal, July 17, 1953.

MARCEL PICHÉ, Q. C.,
35302 Secretary.

WESTMORE FABRICS INC.

Special By-Law "A"

The distribution of the assets of the Company amongst the Shareholders ratably to the number of shares held by each is hereby authorized.

Certified true summary of Special By-law "A" of "Westmore Fabrics Inc."

St. Hyacinthe, P. Q., July 30, 1953.

B. H. WELCH,
35303-o Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Coopérative d'Habitation St-Eusèbe de Montréal" dated July 23, 1953 whereof the head office is at Montreal, in the judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, July 29, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
35310 Under Secretary of the Province.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has authorized on July 24, 1953, the changing of the name "Syndicat des Employés des Industries de la Pâtisserie et de la Biscuiterie de Québec", the formation of which was authorized on November 8, 1951, and whose office is situated at Québec, in the judicial district of Québec, into that of "Syndicat des Industries de la Pâtisserie et de la Biscuiterie Inc.", and such pursuant to the provisions of sections 7 and following of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Given at the office of the Provincial Secretary, July 27, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
35311 Under Secretary of the Province.

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 23 juillet 1953, les amendements apportés aux articles 21, 28, 61, 66, 74 et 78 des règlements de "La Corporation Générale des Instituteurs et Institutrices Catholiques de la Province de Québec", tels qu'adoptés à l'assemblée tenue le 4 juillet 1953, et ce, conformément aux dispositions de la loi 10, George VI, chapitre, 87, telle que modifiée par la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 130.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 31 juillet 1953.

Le Sous-secrétaire de la province,
35316-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Marchands Détaillants de St-Félicien", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le vingt-sept juillet 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Félicien, dans le comté de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la Province,
33317-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Magloire", en date du 27 juin 1953, dont le siège social est situé à Saint-Magloire, dans le comté de Bellechasse, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 16 juillet 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35319-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Fraternité des Propriétaires de Taxis de Montréal", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 17 juillet 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35320-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 14244-53)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 4 août 1953, les règlements I à XIV inclusivement de la "Fédération des Oeuvres de Charité Canadiennes-Françaises, Inc.", et leurs amendements, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 4 août 1953.

Le Sous-secrétaire de la province,
35325-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary approved, on July 23, 1953, the amendments to articles 21, 28, 61, 66, 74 and 78 of the By-laws of "La Corporation Générale des Instituteurs et Institutrices Catholiques de la Province de Québec", as adopted at a meeting held on July 4, 1953, and such, pursuant to the provisions of Act 10, George VI, Chapter 87, as modified by Act 1-2 Elizabeth II, Chapter 130.

Given at the office of the Provincial Secretary, July 31, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Marchands Détaillants de St-Félicien" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on July twenty-seventh 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Félicien, in the county of Roberval.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Magloire", under date the 27th day of June 1953 whereof the head office is at Saint-Magloire, in the county of Bellechasse and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Fraternité des Propriétaires de Taxis de Montréal" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 17, 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

(A.G. 14244-53)

Notice is hereby given that, under the recommendation of the Deputy-Attorney General, By-laws I to XIV inclusively of the "Fédération des Oeuvres de Charité Canadiennes-Françaises, Inc.", and their amendments, were approved by the Honourable, the Provincial Secretary, on August 4, 1953, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of August, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

(P.G. 14244-53)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 4 août 1953, les règlements comprenant les articles 1 à 52 inclusivement de la "Fédération des Oeuvres de Charité Canadiennes-Françaises, Inc.", tels qu'adoptés le 9 juin 1953, et ce conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 4 août 1953.

Le Sous-secrétaire de la province,
35325-o JEAN BRUCHÉSI.

(A.G. 14244-53)

Notice is hereby given that, under the recommendation of the Deputy-Attorney General, By-laws comprising article 1 to 52 inclusively, of the "Fédération des Oeuvres de Charité Canadiennes-Française, Inc.", as adopted on June 9, 1953, were approved by the Honourable the Provincial Secretary, on August 4, 1953, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of August, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
35325 Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

Avis est donné que la compagnie "Alliance Export & Import Co. Inc." demandera la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec, à compter d'une date qu'il plaira à l'Honorable Lieutenant-gouverneur en Conseil se fixer.

Montréal, 30 juillet 1953.

Les Procureurs de la requérante,
(Signé) SCHWISBERG & SCHWISBERG.
35304

HANSON BROS. REALTY CORPORATION

Avis est donné que la compagnie "Hanson Bros. Realty Corporation" a l'intention de demander au Procureur général de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte pour annulation.

Montréal, P. Q., 29 juillet 1953.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
35305 E. W. ALEXANDER.

Canada, Province de Québec, district de Montréal

"Lachine Golf & Country Club Inc." corps politique et dûment incorporé, ayant son siège social à Lachine dans le district de Montréal.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Lachine Golf & Country Club Inc.", une corporation constituée selon la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social dans la cité de Lachine, district de Montréal, s'adressera à l'honorable Procureur Général de la Province de Québec pour être autorisée à abandonner sa charte selon les prescriptions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté en la cité de Lachine, ce 15ème jour de juillet 1953.

Le Secrétaire,
35306-o MARCEL-E. LEGAULT.

AVIS

Avis est par les présentes donné que les "Ateliers Mécaniques de Sorel, Limitée", "Sorel Mechanical Shops Co., Ltd." constituée en corporation par Lettres Patentes en date du 1er mai 1914, s'adressera au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce, conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Charters — Surrender of

Notice is hereby given that "Alliance Export & Import Co. Inc." will apply, under the provisions of S. 26, Quebec Companies Act, for leave to surrender its Charter, on a date to be fixed by the Honourable the Lieutenant-Governor in Council.

Montreal, July 30th, 1953.

(Sgd) SCHWISBERG & SCHWISBERG,
35304-o Attorneys for Applicant.

HANSON BROS. REALTY CORPORATION

Notice is hereby given that "Hanson Bros. Realty Corporation" intends to make application to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter for cancellation.

Montreal, P. Q., July 29th, 1953.

(Seal) E. W. ALEXANDER,
35305-o Secretary-Treasurer.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal

"Lachine Golf & Country Club Inc." a body corporate and duly incorporated, having its principal place of business in the city of Lachine, district of Montreal.

NOTICE

Notice is hereby given that the "Lachine Golf & Country Club Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the City of Lachine, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Lachine, this 15th, day of July, 1953.

MARCEL-E. LEGAULT,
35306-o Secretary.

NOTICE

Notice is hereby given that the "Ateliers Mécaniques de Sorel, Limitée", "Sorel Mechanical Shops Co., Ltd.", incorporated by Letters Patent bearing date May 1st, 1914, will apply to the Attorney General and to the Minister of Municipal Affairs, and the Minister of Trade and Commerce, in conformity with the provisions of the Quebec Companies Act, for leave to

bec, pour demander l'abandon de sa charte et son annulation à compter de la date qu'il plaira audit Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce de fixer.

Daté à Montréal, P.Q., ce 4 août 1953.

"Ateliers Mécaniques de Sorel Limitée"

(Sorel Mechanical Shops Co., Ltd.),

Le Secrétaire-suppléant,

35326-o

C. HAWKEN.

surrender its charter and to obtain its cancellation from and after whatever date it shall please the Attorney General of Municipal Affairs, Trade and Commerce, to determine.

Dated at Montreal, P.Q., this 4th day of August, 1953.

"Ateliers Mécaniques de Sorel Limitée"

(Sorel Mechanical Shops Co., Ltd.)

C. HAWKEN,

Acting Secretary.

AVIS

Avis est par les présentes donné que "Les Chantiers Manseau Limitée", "Manseau Shipyards Limited", constituée en corporation par Lettres Patentes en date du 23 mars 1927, s'adressera au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, pour demander l'abandon de sa charte et son annulation à compter de la date qu'il plaira audit Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Commerce de fixer.

Daté à Montréal, P.Q., ce 4 août 1953.

"Les Chantiers Manseau Limitée"

(Manseau Shipyards Limited),

Le Secrétaire-suppléant,

35327-o

C. HAWKEN.

NOTICE

Notice is hereby given that "Les Chantiers Manseau Limitée", "Manseau Shipyards Limited", incorporated by Letters Patent bearing date the twenty-third day of March, 1927, will apply to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, in conformity with the provisions of the Quebec Companies' Act, for leave to surrender its charter and obtain its cancellation from and after whatever date it shall please the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, to determine.

Dated at Montreal, P.Q. this 4th day of August, 1953.

"Les Chantiers Manseau Limitée"

(Manseau Shipyards Limited),

C. HAWKEN,

Acting Secretary.

Commission Municipale de Québec

Quebec Municipal Commission

PAROISSE DE SAINT-CAMILLE-DE-LELLIS
(Bellechasse)

PARISH OF ST. CAMILLE DE LELLIS
(Bellechasse)

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, à sa séance en date du 3 août 1953, a adopté la résolution suivante:

"Il est résolu que, conformément aux dispositions de l'article 52 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, c. 207), la corporation de la paroisse de Saint-Camille-de-Lellis, dans le comté de Bellechasse, ne soit plus, à compter du 1er septembre 1953, considérée comme étant en défaut au sens de la section V de ladite loi."

Québec, le 4 août 1953.

La Commission municipale de Québec,

Le Secrétaire,

35321-o

MAURICE R. MARCOTTE.

Public Notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission has adopted the following resolution at its sitting of August 3, 1953:

"Resolved that in accordance with the provisions of Section 52 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, C. 207), the Corporation of the Parish of St. Camille de Lellis, in the county of Bellechasse, shall, from and after September 1, 1953, no longer be considered in default within the meaning of Division V of the said act."

Quebec, August 4, 1953.

Quebec Municipal Commission,

MAURICE R. MARCOTTE,

Secretary.

Compagnie autorisée à faire des affaires

Company Licensed to do Business

(Sec. P. 2185-53)

Avis est donné que la compagnie "Yellow Manufacturing Acceptance Corporation" a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et la compagnie sera sujette aux mêmes formalités telles que prescrites par les Lois existantes de cette Province.

Le bureau principal de la corporation dans la Province sera établi à 2000 édifice Aldred, 507

(P. Sec. 2185-53)

Notice is hereby given that "Yellow Manufacturing Acceptance Corporation" has been licensed to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and the Company shall be subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The principal office of the Corporation in the Province is to be established at 2000 Aldred

Place d'Armes, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal dans la Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure prise contre elle, est M. W. H. Laidley, de l'adresse donnée ci-dessus.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 3ième jour d'août 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
35297 JEAN BRUCHÉSI.

Bldg., 507 Place d'Armes, in the City and Judicial District of Montreal.

Its chief agent in the Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding against it is Mr. W. H. Laidley, of the above given address.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of August, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
35297-o Under Secretary of the Province.

Compagnie dissoute

(P. G. 8085-53)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "St. Laurent Drive Yourself Ltd", constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 mars 1951.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier août 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 3 août 1953.

L'Assistant-procureur général,
35297-o L. DÉSILETS.

Company Dissolved

(A. G. 8085-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "St. Laurent Drive Yourself Ltd" incorporated by letters patent dated March 15, 1951.

Notice is also hereby given that from and after the First day of August 1953, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of August, 1953.

L. DÉSILETS,
35297 Deputy Attorney General.

Département du Travail

ERRATA

Le Code de sécurité pour ascenseurs et monte-charge, approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 1171, du 6 novembre 1952, publié dans l'édition du 25 avril 1953 de la *Gazette officielle de Québec*, est corrigé comme suit:

1° Le deuxième alinéa de l'article 1-9 est radié.

2° Le mot "from" à l'avant dernière ligne de l'article 1-58, version anglaise, doit se lire "free".

3° Les mots "de la définition ci-dessus", apparaissant à l'article 1-77, sont remplacés par les mots "définies au paragraphe 21".

4° Les mots "(paragraphe 82)", sont ajoutés après le mot "verrouillage" apparaissant à l'article 1-78.

5° Les mots "de la définition ci-dessus" apparaissant à l'article 1-79, sont remplacés par les mots "définies au paragraphe 21".

6° Les mots "défini ci-dessus", apparaissant à l'article 1-80, sont remplacés par les mots "(paragraphe 82)".

7° Les mots "à l'article 18", mentionnés au deuxième alinéa de l'article 17-b, sont remplacés par les mots "à l'article 27".

8° Le mot "manuellement" apparaissant au deuxième alinéa du paragraphe "e" de l'article 17 est radié.

9° Le mot "which" est ajouté après les mots "sides of the door" apparaissant dans la version anglaise du troisième alinéa du paragraphe "e" de l'article 17.

10° Les mots "opening and shall, except at bottom landing" sont ajoutés, dans la version anglaise du paragraphe "d" de l'article 22, après les mots "width of the landing".

11° Le mot "which" est ajouté, dans la version anglaise du paragraphe "g" de l'article 22, après les mots "except that elevators".

Department of Labour

ERRATA

The Safety Code for Elevators and Hoists, approved by Order in Council No. 1171 of November 6, 1952, and published in the *Quebec Official Gazette*, issue of April 25, 1953, is corrected as follows:

1° The second paragraph of article 1-9 is deleted.

2° The word "from" in the second last line of article 1-58 should read "free".

3° The word "above" mentioned in article 1-77 is replaced by the words "as indicated in paragraph 21".

4° The words "(paragraph 82)" are added after the words "definition of interlock" mentioned in article 1-78).

5° The word "above" mentioned in article 1-79 is replaced by the words "as indicated in paragraph 21".

6° The word "above" mentioned in article 1-80 is replaced by the words "(paragraph 82)".

7° The words "in article 18" mentioned in the second paragraph of article 17-b are replaced by the words "in article 27".

8° The word "manuellement", mentioned in the French version of the second paragraph of article 17-e, is deleted.

9° The word "which" is added after the words "sides of the door" mentioned in the third paragraph of article 17-e.

10° The words "opening and shall, except at bottom landing" are added, in paragraph "d" of article 22, after the words "width of the landing".

11° The word "which" is added, in paragraph "g" of article 22, after the words "except that elevators".

12° Le mot "door" est ajouté, dans la version anglaise du paragraphe "g-1" de l'article 27, après les mots "if a car".

13° Les mots "if or one of these doors", apparaissant dans la version anglaise du 8ème alinéa du paragraphe "g" de l'article 27, sont remplacés par les mots "or if one of these doors".

14° A l'article 40, version anglaise, les mots "They shall conform to the Parts I, II and IV" sont remplacés par les mots "They shall conform to Parts II, III, IV, V, VI and VII".

15° A l'article 51, les mots "contenues à la section IV" sont remplacés par les mots "contenues aux sections II, III et IV".

16° Au paragraphe "e" de l'article 55, les mots "devront toucher le fond de la fosse avant que le contrepoids" sont ajoutés après les mots "que la cabine ou le contrepoids".

17° A l'article 122, la deuxième ligne est remplacée par la suivante: "des petits monte-charge doivent être pourvus".

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 août 1953.
35298-o

12° The word "door" is added, in paragraph "g-1" of article 27, after the words "if a car".

13° The words "if or one of these doors", mentioned in the 8th paragraph of article 27-g, are replaced by the words "or if one of these doors".

14° In article 40, the words "They shall conform to the Parts I, II and IV" are replaced by the words "They shall conform to Parts II, III, IV, V, VI and VII".

15° In article 51, the words "under the part IV" are replaced by the words "under the parts II, III and IV".

16° In paragraph "e" of article 55, in the French version, the words "devront toucher le fond de la fosse avant que le contrepoids" are added after the words "que la cabine ou le contrepoids".

17° In article 122, French version, the second line is replaced by the following: "des petits monte-charge doivent être pourvus".

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 8, 1953.
35298-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que la constitution et les règlements du Comité conjoint de la construction de Rimouski, formé en exécution du décret numéro 802 du 8 juillet 1953, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 886-C du 30 juillet 1953.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 août 1953. 35298-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the constitution and by-laws of the Construction Joint Committee of Rimouski, formed under decree No. 802 of July 8, 1953, have been approved by Order-in-Council No. 886-C of July 30, 1953.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 8, 1953. 35298-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que la constitution et les règlements du Comité conjoint de l'industrie de la construction de Québec, formé en exécution du décret numéro 760 du 30 juin 1953, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 886-A du 30 juillet 1953.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 août 1953. 35298-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the constitution and by-laws of the Joint Committee of the Construction Industry, Quebec, formed under decree No. 760 of June 30, 1953, have been approved by Order-in-Council No. 886-A of July 30, 1953.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 8, 1953. 35298-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT.

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec, établi en exécution du décret numéro 760 du 30 juin 1953, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 886 du 30 juillet 1953 section "B", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de la publication du présent règlement dans la

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec, established under decree number 760 of June 30, 1953, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 886, of July 30, 1953, part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the Quebec

Gazette officielle de Québec au 30 avril 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Tous les employeurs professionnels de l'Industrie de la Construction assujettis au décret numéro 760 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations, qu'ils versent à leurs salariés régis par ledit décret, sauf les gérants, surintendants et employés de bureau.

b) Tous les salariés régis par ledit décret, numéro 860 sauf les gérants, les surintendants et les employés de bureau, sont tenus de verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

2. Mode de perception

Tous les employeurs professionnels de l'Industrie de la Construction régis par ledit décret, doivent percevoir pour le Comité paritaire, les cotisations imposées aux salariés, à même le salaire qu'ils sont tenus de payer à ceux-ci.

Les employeurs professionnels régis par ledit décret doivent transmettre au Comité paritaire un rapport mensuel accompagné de leurs propres cotisations et des sommes perçues de leurs salariés; ce rapport doit être transmis au Comité paritaire au plus tard le 10 du mois suivant le mois pour lequel il est exigible.

Conséquemment, les cotisations de juillet sont payables le 10 août et ainsi de suite de mois en mois.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec, pour la période comprise entre le 11 juillet 1953 et le 30 avril 1954.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DE QUÉBEC

Etat des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 11 juillet 1953 et le 30 avril 1954.

<i>Recettes:</i>	
Cotisation ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels.	\$40,000.00
Salariés.	40,000.00
	\$80,000.00

<i>Déboursés:</i>	
<i>Salaires:</i>	
Secrétaire et employés de bureau—	\$12,516.00
Inspecteurs.	17,640.00
Dépenses de bureau.	3,000.00
Inspection, voyages.	6,000.00
Jetons de présence.	2,250.00
Frais de déplacement.	4,800.00
Bureaux d'Examineurs.	5,800.00
Frais légaux.	1,500.00
Divers et imprévus.	2,250.00
Vérification des livres.	150.00
Subvention, Commission d'Apprentissage.	50,000.00
	\$105,906.00

Official Gazette to April 30, 1954; such levy is laid in the following manner:

a) All professional employers of the construction industry governed by the decree No. 760 shall pay to the Parity Committee a sum equal to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages, bonuses and allowances which they pay to their employees governed by the said decree, excepting managers, superintendents and office employees.

b) All employees governed by the decree No. 760, excepting managers, superintendents and office employees, shall pay to the Parity Committee an assessment equal to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, bonuses and allowances.

2. Mode of collection

All professional employers of the construction industry governed by the said decree shall collect for the Parity Committee the assessments owed by employees, from the wages payable to them.

The professional employers governed by the said decree shall forward to the Parity Committee a monthly report, together with their own assessments and the sums collected from the employees; such report shall be sent to the Parity Committee no later than the 10th day of the month following that for which it is exigible.

For instance, the assessments for the month of July are payable on August 10, and so on, from month to month.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec for the period between July 11, 1953 and April 30, 1954.

JOINT COMMITTEE OF THE CONSTRUCTION INDUSTRY OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period between July 11, 1953, and April 30, 1954.

<i>Receipts:</i>	
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers.	\$40,000.00
Employees.	40,000.00
	\$80,000.00

<i>Disbursements:</i>	
<i>Salaries:</i>	
Secretary and office employees. . .	\$12,516.00
Inspectors (6).	17,640.00
Offices expenses.	3,000.00
Inspection, travelling expenses. . .	6,000.00
Attendance fees.	2,250.00
Travelling expenses.	4,800.00
Board of Examiners.	5,800.00
Legal fees.	1,500.00
Miscellaneous, and unforeseen expenses.	2,250.00
Audition.	150.00
Subvention to Apprenticeship Commission.	\$50,000.00
	\$105,906.00

Note: L'excédent des déboursés sur les recettes au montant de \$25,906.00 sera comblé à même la réserve de fonds du comité.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 août 1953.

35298-o

Note: The excess of disbursements over the receipts amounting to \$25,906.00 will be met with the reserve funds of the Committee.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 8, 1953.

35298-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention Collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité conjoint de la Construction de Rimouski, établi en exécution du décret N° 802 du 8 juillet 1953, a été autorisé par l'arrêté en Conseil N° 886-D du 30 juillet 1953, à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret de la façon suivante:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec*, au 30 avril 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels assujettis audit décret numéro 802, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés assujettis audit décret numéro 802 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par le Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Construction Joint Committee of Rimouski, formed under decree No. 802 of July 8, 1953, has been authorized by Order-in-Council No. 886-D of July 30, 1953, to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, as follows:

1. Assessments

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to April 30, 1954; it is laid as follows:

a) Professional employers governed by the said decree, No. 802, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for employees governed by the said decree.

b) Employees governed by the said decree, No. 802, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be given particulars required by the said Parity Committee. Professional employers shall complete their report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

Professional employers shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee the assessments of their employees by means of a deduction from their pay.

Professional employers shall forward their monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the report shall be sent together with assessments of professional employers and the sums payable to the Parity Committee by their employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy laid under the present by-law is payable every month by the professional employer and the employee without notice.

Should a professional employer refuse to give the necessary information, he will be given five days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint de la Construction de Rimouski pour la période comprise entre le 18 juillet 1953 et le 30 avril 1954.

COMITÉ CONJOINT DE LA CONSTRUCTION
DE RIMOUSKI

Etat des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 18 juillet 1953 et le 30 avril 1954.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):

Employeurs professionnels.	\$4,200.00
Salariés.	4,200.00
Honoraires d'examen.	100.00
	\$8,500.00

Déboursés:

Salaires:

Inspecteur.	\$2,520.00
Sténo dactylo.	1,250.00
Administration.	300.00
Jetons de présence.	400.00
Téléphone et télégrammes.	150.00
Frais de déplacement.	2,055.00
Loyer.	250.00
Papeterie, timbres et dépense de bureau.	400.00
Frais légaux.	200.00
Vérification.	200.00
Ameublement de bureau.	700.00
Assurance chômage.	75.00
	\$8,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 août 1953.

35298-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Imprimerie de Montréal et du district établi en exécution du décret numéro 3088, du 7 août 1946, et amendements a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 886 du 30 juillet 1953, section "E", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 10 août 1953 au 10 août 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 3088 du 7 août 1946 et amendements doivent verser au Comité paritaire un montant égal à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paie pour toutes les personnes, hommes ou femmes, assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret, qui travaillent individuellement ou en société, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire minimum que gagnerait un compagnon pour une semaine complète de travail, telle qu'établie pour la zone où l'artisan exerce son métier.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Construction Joint Committee of Rimouski for the period between July 18, 1953 and April 30, 1954.

CONSTRUCTION JOINT COMMITTEE
OF RIMOUSKI

Estimate of the receipts and disbursements for the period between July 18, 1953 and April 30, 1954.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):

Professional employers.	\$4,200.00
Employees.	4,200.00
Examination fees.	100.00
	\$8,500.00

Disbursements:

Salaries:

Inspector.	\$2,520.00
Stenographer.	1,250.00
Administration.	300.00
Meeting expenses.	400.00
Telephone and telegrams.	150.00
Travelling expenses.	2,055.00
Rent.	250.00
Stationery, postage and office expenses.	400.00
Legal fees.	200.00
Audition.	200.00
Office furniture.	700.00
Unemployment insurance.	75.00
	\$8,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, August 8, 1953.

35298-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Printing Industry Parity Committee for Montreal and District formed under decree number 3088, of August 7, 1946 and amendments has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 886 of July 30, 1953, part "E", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy extends from August 10 1953, to August 10, 1954, and shall apply as hereinafter mentioned:

a) All professional employers governed by decree No. 3088 of August 7, 1946, and amendments, shall pay to the Parity Committee an amount equal to $\frac{1}{2}$ of 1% of their pay roll for all persons, male or female, subject to the said decree.

b) All artisans working individually or in partnership and governed by the said decree shall pay to the Parity Committee an amount equal to $\frac{1}{2}$ of 1% of their minimum wages that would be earned by a journeyman for a complete work week, as established for the zone where the artisan plies his trade.

c) Tous les salariés des deux sexes assujettis audit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, gages ou autres rémunérations.

c) All male and female employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee and amount equal to $\frac{1}{2}$ of 1% of their salaries, wages or other remuneration.

2. Mode de perception

Le ou avant le quinzième (15e) jour de chaque mois, l'employeur professionnel doit transmettre au Comité paritaire un rapport sur les formules fournies à cette fin par le Comité paritaire, indiquant les salaires, gages ou autres rémunérations payés durant le mois précédent à toutes les personnes à son emploi, assujetties audit décret; il doit, en même temps, remettre au Comité paritaire le montant de sa propre cotisation et celle de ses salariés.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité paritaire, les prélèvements de ses salariés à même les salaires versés à ces derniers.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Le Comité a le droit d'exiger l'assentement dudit rapport lorsqu'il le juge à propos.

Les ouvriers ou artisans qui ne sont pas au service d'un employeur professionnel doivent, le ou avant le quinzième (15e) jour de chaque mois, verser au Comité paritaire le montant de leurs prélèvements sur les salaires ou autres rémunérations qui leur ont été versés durant le mois précédent, pour tout travail de même nature ou de même genre que celui visé par le décret, dans la juridiction déterminée par ledit décret. Ces prélèvements doivent être calculés de la manière prévue à l'article 1 ci-dessus.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés du Comité paritaire de l'Industrie de l'Imprimerie de Montréal et du district pour la période se terminant le 10 août 1954.

ESTIMÉ DES RECETTES ET DES DÉBOURSÉS DU COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE L'IMPRIMERIE DE MONTRÉAL ET DU DISTRICT

Pour la période commençant le 10 août 1953 et se terminant le 10 août 1954.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels, salariés et artisans.....	\$140,000.00
Dommages liquidés.....	1,500.00
Pénalités.....	200.00
Revenu loyer.....	1,560.00
	\$143,260.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaires:	
Bureau.....	\$ 34,820.00
Inspecteurs (ville).....	14,800.00
Inspecteurs (centres ruraux)...	4,300.00
Taxes d'eau.....	125.00
Peupeterie & fourniture de bureau..	11,500.00
Dépenses de voyage:	
(Inspection — ville).....	700.00
(Inspection — centres ruraux)...	1,000.00

2. Mode of collection

On or before the fifteenth (15th) day of each month, the professional employer shall transmit to the Parity Committee a report (on the form furnished by the Parity Committee for that purpose) stating the salaries, wages and other remuneration paid during the preceding month to all persons in his employ subject to the said decree. Simultaneously, the professional employer shall remit to the said Parity Committee the amount of his own assessment and the assessments of his employees.

The professional employer shall collect, at the expiration of each week, on behalf of the Parity Committee, the assessments of his employees from the wages paid to them.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

Workmen or artisans who are not working for a professional employer shall, on or before the fifteenth (15th) day of each month, remit to the Parity Committee the amount of their assessments out of the salaries, wages or other remunerations received during the preceding month for work of the same nature or kind as that contemplated by the decree, within the jurisdiction determined by the said decree. These assessments shall be calculated in the manner set forth in the above section 1.

3. Financial Report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th, and December 31st.

There is, annexed hereto, an estimate of the receipts and disbursements of the Printing Industry Parity Committee, for Montreal and District, for the period ending August 10, 1954.

ESTIMATE OF THE RECEIPTS AND DISBURSEMENTS OF THE PRINTING INDUSTRY PARITY COMMITTEE FOR MONTREAL AND DISTRICT

For the period beginning August 10, 1953 and ending August 10, 1954.

<i>Receipts:</i>	
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers, employees and artisans.....	\$140,000.00
Liquidated damages.....	1,500.00
Penalties.....	200.00
Rent Income.....	1,500.00
	\$143,260.00

<i>Expenses:</i>	
Salaries:	
Office.....	\$34,820.00
Inspectors (town).....	14,800.00
Inspectors (rural centers).....	4,300.00
Water taxes.....	125.00
Stationery and office equipment..	11,500.00
Travelling expenses:	
(Inspection-town).....	700.00
(Inspection-rural centers).....	1,000.00

Frais légaux.....	1,200.00	Legal fees.....	1,200.00
Téléphone et télégrammes.....	1,800.00	Telephone and telegrams.....	1,800.00
Timbres-postes.....	1,500.00	Postage.....	1,500.00
Vérification des livres.....	480.00	Audition of books.....	480.00
Commission de banque.....	200.00	Bank commissions.....	200.00
Frais généraux.....	3,500.00	General expenses.....	3,500.00
Jetons de présence aux délégués..	1,300.00	Attendance fees to members....	1,300.00
Frais de déplacement des délégués	1,750.00	Travelling expenses of members..	1,750.00
Subventions — Commission d'apprentissage.....	50,000.00	Subvention — Apprenticeship Commission.....	50,000.00
Assurance chômage.....	490.00	Unemployment insurance.....	490.00
Fonds de pension.....	2,500.00	Pension fund.....	2,500.00
Divers et imprévus.....	2,500.00	Miscellaneous expenses.....	2,500.00
Entretien de la propriété:		Maintenance of Property:	
Chauffage.....	750.00	Fuel.....	750.00
Service de concierge.....	4,050.00	Janitor service.....	4,050.00
Taxes.....	1,300.00	Taxes.....	1,300.00
Diverses et imprévus.....	1,000.00	Miscellaneous.....	1,000.00
Assurance.....	375.00	Insurance.....	375.00
Intérêt sur la propriété.....	700.00	Interest on property.....	700.00
	\$142,640.00		\$142,640.00
Surplus.....	620.00	Surplus.....	620.00
	\$143,260.00		\$143,260.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 août 1953. 35298-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 8, 1953. 35298-o

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DE ST-FRANÇOIS — BAR OF ST. FRANCIS

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Tisdale	Raymond	38		Séminaire St-Charles Borromée de Sherbrooke.

Sherbrooke, 3 août 1953 — Sherbrooke, August 3, 1953.

35322-o

Le Secrétaire du Barreau de St-François,
PAUL-M. GERVAIS,
Secretary of the Bar of St. Francis.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 30 juin 1953.

M. Julien Chauveau, de Ham-Sud: registra-
teur de la division d'enregistrement de Wolfe.

Québec, le 8 juillet 1953.

M. Louis-A. Talbot, avocat et conseil en loi de la Reine, de la ville de Berthierville: juge municipal de la ville de Berthierville, avec les juridictions, attributions, droits, prérogatives, devoirs et pouvoirs attachés à cette fonction et pour agir comme recorder en ce qui concerne les juridictions attribuées à un recorder par les lois du Parlement du Canada, selon l'article 4 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 52.

35297-o

Appointments

His Honour, the Lieutenant-Governor, with the advice and consent of the Honourable Council, and by Commission, has been pleased to make the following appointments:

Québec, June 30, 1953.

Mr. Julien Chauveau, of Ham-South: Registrar of the Registration Division of Wolfe.

Québec, July 8, 1953.

Mr. Louis A. Talbot, advocate and Queen's Council, of the town of Berthierville: municipal judge of the town of Berthierville, with jurisdiction, attribution, rights, prerogatives, duties and powers attached to this function and to act as recorder in anything that concerns jurisdiction attributed to a recorder by the Laws of the Parliament of Canada, according to Section 4 of the Act 1-2 Elizabeth II, chapter 52.

35297

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 29 mai 1953.

M. Richard Bousquet, de Saint-Hyacinthe: régistrateur de la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe.

Québec, le 30 juin 1953.

Docteur Grégoire Descarreaux, médecin, du Lac Edouard: coroner conjoint du district judiciaire de Québec, à compter du 1er juillet 1953, avec juridiction seulement sur la partie nord du district électoral de Québec-comté s'étendant du Lac Malouin à Van Bruyssel.

Québec, le 23 juillet 1953.

M. Raymond Richard, d'Hébertville: régistrateur de la division d'enregistrement de Lac St-Jean-Est.
35297-o

His Honour, the Lieutenant-Governor, with the advice and consent of the Honourable Council, and by Commission, has been pleased to make the following appointments:

Quebec, May 29, 1953.

Mr. Richard Bousquet, of Saint-Hyacinthe: Registrar of the Registration Division of Saint-Hyacinthe.

Quebec, June 30, 1953.

Doctor Grégoire Descarreaux, physician, of Lake Edward: joint Coroner of the judicial district of Quebec, from and after the 1st of July, 1953, with jurisdiction only over the northern part of the electoral district of Quebec County extending from Lake Malouin to Van Bruyssel.

Quebec, July 23, 1953.

Mr. Raymond Richard, of Hébertville: Registrar of the Registration Division of Lake St. John, East.
35297

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur
général,
L. DÉSILETS.

ATTENDU QU'en vertu de l'article 44 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), modifié par l'article 2 de la loi 15-16 George VI, chapitre 31, la Cour supérieure siégeant dans le district des Trois-Rivières a juridiction concurrente avec la Cour supérieure siégeant dans le district de Québec, sur la partie du district électoral de Laviolette comprise dans le district judiciaire de Québec;

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 46 de la Loi des tribunaux judiciaires, modifié par l'article 2 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29, le Lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, ordonner que les termes et séances de la Cour supérieure et des juges de ce tribunal soient aussi tenus dans un endroit du district judiciaire autre que celui où est situé le chef-lieu ou à un endroit d'un autre district judiciaire dans lequel elle exerce une juridiction concurrente, et que la proclamation émise à cette fin désigne l'endroit et l'immeuble où doivent être tenus les termes et séances de la Cour et de ses juges;

ATTENDU QU'à la suite de l'émission de telle proclamation et suivant la loi, tous les jours juridiques y sont jours de terme, sous réserve des dispositions de l'article 15 du Code de procédure civile;

ATTENDU QU'il y a lieu d'ordonner:

a) Que les termes et séances de la Cour supérieure du district des Trois-Rivières et des juges de ce tribunal soient aussi tenus à la Tuque, ville

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH the SECOND by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney
General.

WHEREAS in accordance with Section 44 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, Chapter 15), amended by Section 2 of Act 15-16 George VI, Chapter 31, the Superior Court sitting in the district of Trois-Rivières has concurrent jurisdiction with the Superior Court sitting in the district of Quebec, over that part of the electoral district of Laviolette included in the judicial district of Quebec;

WHEREAS under authority of Section 46 of Courts of Justice Act, amended by Section 2 of Act 1-2 Elizabeth II, Chapter 29, the Lieutenant-Governor may order, by proclamation, that the terms and sittings of the Superior Court and of the judges thereof, be also held in a locality of the judicial district other than that in which the chief-place is situated, or in a locality of another judicial district where said Court has concurrent jurisdiction, and that such proclamation shall describe the place and building where terms and sittings of said Court and judges thereof, shall be held.

WHEREAS following such proclamation and according to the law, all juridical days shall be term days, without prejudice to the provisions of Article 15 of the Code of Civil Procedure;

WHEREAS it is deemed expedient to ordain:

a) That the terms and sittings of the Superior Court of the district of Trois-Rivières, and judges thereof be also held at La Tuque, a town situated

située dans la partie du district électoral de Laviolette comprise dans le district de Québec et sur laquelle la Cour supérieure du district des Trois-Rivières a juridiction concurrente avec la Cour supérieure du district de Québec;

b) Que l'édifice où siège le conseil municipal de la ville de La Tuque soit désigné comme étant l'immeuble où doivent être tenus les termes et séances de cette cour et de ses juges.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 820, en date du 16 juillet 1953, et conformément aux dispositions de l'article 46 de la Loi des tribunaux judiciaires, (S.R. Q. 1941, chapitre 15), modifié par l'article 2 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29, Nous avons décrété et ordonnons que les termes et séances de la Cour supérieure du district des Trois-Rivières et des juges de ce tribunal soient aussi tenus dans la ville de La Tuque, dans l'édifice où siège le conseil municipal de cette ville.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos fœux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec; TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-neuvième jour de juillet en l'année mil neuf cent cinquante-trois de l'ère chrétienne et de Notre Règne la deuxième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
35297-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de Québec.
[L.S.] GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. { ATTENDU que le conseil municipal de la paroisse de St-Joseph de la Rivière des Prairies a soumis, pour approbation, son règlement numéro 41 à l'effet de soumettre le territoire de la municipalité à la juridiction de la Cour municipale établie dans la municipalité de la ville de Montréal-Nord;

ATTENDU que le conseil de la ville de Montréal-Nord, par son règlement numéro 242, a concouru dans la teneur de ce règlement du conseil municipal de la paroisse de St-Joseph de la Rivière des Prairies;

ATTENDU que ces règlements ont été approuvés conformément à la loi, et que toutes les formalités prescrites ont été remplies.

EN CONSÉQUENCE, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un

in that part of the electoral district of Laviolette included in the district of Quebec, and over which the Superior Court of the district of Trois-Rivières has concurrent jurisdiction with the Superior Court of the district of Quebec;

b) That the building, where the Municipal Council of the town of La Tuque holds its sittings, be designated as that where the sittings and terms of this Court, and judges thereof, shall be held.

WHEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, contained in a decree, bearing number 820, dated July 16, 1953, and pursuant to the provisions of Section 46 of the Courts of Justice Act, (R.S.Q. 1941, chapter 15), modified by Section 2 of Act 1-2 Elizabeth II, Chapter 29. We have enacted and ordained, and it is hereby enacted and ordained that the terms and sittings of the Superior Court of the district of Trois Rivières, and judges thereof, be also held in the town of La Tuque, in the buildings where are held the sittings of the municipal council of said town.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We issue these present letters patent under the Great Seal of Our Province of Quebec:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved, the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C. LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec in Our Province of Quebec, this twenty-ninth day of July, in the year Nineteen Hundred and Fifty-Three, of the year of our Lord and the second year of Our Reign.

By Command,

35297 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province,

Canada,
Province of Quebec.
[L.S.] GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH the SECOND, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Queen, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS the Municipal Council of the parish of St. Joseph de la Rivière des Prairies has submitted, for approbation, its by-law number 41 to the effect of submitting the territory of the municipality to the jurisdiction of the Municipal Court established in the municipality of the town of Montreal-North;

WHEREAS the Council of the town of Montreal-North, by its by-law number 242, has concurred with the text of this by-law of the Municipal Council of the parish of St. Joseph de la Rivière des Prairies;

WHEREAS these by-laws have been approved in conformity with the Law, and that prescribed formalities have been fulfilled.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree of

décret du 30 juin 1953, portant le numéro 752, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes, (S.R.Q. 1941, chap. 233), et des articles 3 à 7 du chapitre 17 des Statuts refondus de Québec 1941, Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la date de la publication de la présente proclamation, le territoire de la municipalité de la paroisse de St-Joseph de la Rivière des Prairies sera soumis à la juridiction de la Cour municipale établie dans la municipalité de la ville de Montréal-Nord, comme si les deux municipalités n'en formaient qu'une pour ces fins seulement.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec; TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce troisième jour d'août en l'année mil neuf cent cinquante-trois de l'ère chrétienne et de Notre Règne la deuxième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

35297-o

JEAN BRUCHÉSI.

June 30, 1953, bearing number 752, and in view of the provisions of sections 693 to 697 of the Cities and Towns Act, (R.S.Q. 1941, chap. 233), and of sections 3 to 7 of chapter 17 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, We have enacted and do enact that from and after thirty-one days from the publication of the present proclamation, the territory of the municipality of the parish of St. Joseph de la Rivière des Prairies shall be submitted to the jurisdiction of the Municipal Court established in the municipality of the town of Montreal-North, as if the municipalities were one only for these purposes alone.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have rendered Our present letters patent and upon same have set the Great Seal of Our Province of Quebec: WITNESS: our Right Trusty and Well beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this third day of August, in the year nineteen hundred and fifty-three of our Lord and the second year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

35297

Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

(P. G. 11305-52)

Avis du changement d'adresse du bureau principal de la "Compagnie de Valeurs en Placement Ltée".

Avis est donné que la compagnie "Compagnie de Valeurs en Placement Ltée", constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec en date du 27 août 1952 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a transporté son bureau au numéro 210 ouest de la rue Notre-Dame, Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'à maintenant au numéro 55 ouest de la rue St-Jacques.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau situé à 210 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, P. Q., est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce vingt-deuxième jour de juillet mil neuf cent cinquante-trois.

(Sceau)

35307-o

GILLES POIRIER,

Secrétaire,

BONNEVILLE & GINGRAS LTÉE

AVIS D'ADRESSE DU BUREAU PRINCIPAL

Avis est donné que la compagnie "Bonneville & Gingras Ltée" constituée en corporation en date du 22 novembre 1952 et ayant son bureau principal à Montréal, a établi son bureau au N° 4504 de la rue Ste-Catherine est, ledit bureau étant considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 3e jour de mars 1953.

(Sceau)

35318-o

Le Président,
J. M. GINGRAS.

(A. G. 11305-52)

Notice of change of address of head office of "Compagnie de Valeurs en Placement Ltée"

Notice is hereby given that the company "Compagnie de Valeurs en Placement Ltée", incorporated under Part I of the Quebec Companies' Act, dated August 27, 1952, and having its head office in Montreal, has transferred its office to number 210 Notre-Dame Street West, Montreal, where its office was situated up to date at number 55 St. James Street West.

As from the date of this notice, the said office shall be located at 210 Notre-Dame Street West, Montreal, P. Q., and considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this twenty-second day of July, one thousand nine hundred and fifty-three.

(Seal)

35307

GILLES POIRIER,

Secretary.

BONNEVILLE & GINGRAS LTÉE

NOTICE OF HEAD OFFICE ADDRESS

Notice is given that the company "Bonneville & Gingras Ltée" incorporated under date of November twenty-second, 1952 and having its head office at Montreal, has established its office at No. 4504 St. Catherine Street, East, the said office being considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this third day of March, 1953.

(Seal)f

35318

J. M. GINGRAS,
President.

Head Offices

Canada, province de Québec, district de Québec.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec.

Avis est donné que la compagnie "Quebec Adjustment Company" "La Compagnie d'Adjustement de Québec" constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 juin 1953, et ayant son bureau principal en la ville de Québec, comté de Québec, a établi son bureau au numéro 81 rue St-Pierre, Québec, comté de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec ce septième jour de juillet mil neuf cent cinquante-trois.

Le Président,
J.-A. ROY.

35308-o

Notice is hereby given that the company "Quebec Adjustment Company" "La Compagnie d'Adjustement de Québec", incorporated by letters patent bearing date the twenty-six day of June 1953, and having its head office in the City of Quebec, has established its office at No: 81 St-Pierre Street, Quebec, county of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this seventeenth day of the month of July, one thousand nine hundred and fifty-three.

J.-A. ROY,
President.

35308-o

Soumissions

Tenders

Province de Québec

(Province of Quebec)

CITÉ DE JOLIETTE
(Comté de Joliette)

CITY OF JOLIETTE
(County of Joliette)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Raoul Jetté, secrétaire-trésorier, C.P. 69, Hôtel de Ville, Joliette, comté de Joliette, jusqu'à 8 heures p.m., lundi le 24 août 1953 pour l'achat de \$280,000.00 d'obligations de la cité de Joliette, dans le comté de Joliette, datées du 1er juillet 1953 et remboursables par séries du 1er juillet 1954 au 1er juillet 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juillet et les 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned Raoul Jetté, secretary-treasurer P.O. 69, City Hall, Joliette, county of Joliette, until 8 o'clock p.m., Monday August 24, 1953 for the purchase of \$280,000.00 of Bonds of the city of Joliette, in the county of Joliette, dated July 1st, 1953, and redeemable serially, from July 1st, 1954, to July 1st, 1973, inclusively, with interest at a rate which shall not be less than 3%, nor shall not exceed 4½% per annum, payable semi-annually, on 1st, of July and 1st, of January of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to the issues. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$280,000.00 — 20 ans

Table of Redemption — \$280,000.00 — 20 years

Année	Capital
1er juillet 1954	\$ 9,000.00
1er juillet 1955	10,000.00
1er juillet 1956	10,000.00
1er juillet 1957	10,000.00
1er juillet 1958	11,000.00
1er juillet 1959	11,000.00
1er juillet 1960	12,000.00
1er juillet 1961	13,000.00
1er juillet 1962	13,000.00
1er juillet 1963	13,000.00
1er juillet 1964	14,000.00
1er juillet 1965	15,000.00
1er juillet 1966	15,000.00
1er juillet 1967	16,000.00
1er juillet 1968	16,000.00
1er juillet 1969	17,000.00
1er juillet 1970	18,000.00
1er juillet 1971	18,000.00
1er juillet 1972	19,000.00
1er juillet 1973	20,000.00

Year	Capital
July 1st, 1954	\$ 9,000.00
July 1st, 1955	10,000.00
July 1st, 1956	10,000.00
July 1st, 1957	10,000.00
July 1st, 1958	11,000.00
July 1st, 1959	11,000.00
July 1st, 1960	12,000.00
July 1st, 1961	13,000.00
July 1st, 1962	13,000.00
July 1st, 1963	13,000.00
July 1st, 1964	14,000.00
July 1st, 1965	15,000.00
July 1st, 1966	15,000.00
July 1st, 1967	16,000.00
July 1st, 1968	16,000.00
July 1st, 1969	17,000.00
July 1st, 1970	18,000.00
July 1st, 1971	18,000.00
July 1st, 1972	19,000.00
July 1st, 1973	20,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom apparaît dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Joliette.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les

Capital and interest shall be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, at Quebec or at Joliette.

Said bonds may, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, or any interest payment date, however, if such redemption be partial the bonds called for

échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de la livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi le 24 août 1953 à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville de Joliette.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumission.

Joliette (comté de Joliette) ce vingt-deux juillet 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
RAOUL JETTÉ.

Hôtel de Ville, C.P. 69.
Joliette, (Joliette)

35309-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE SAINT-MARTIN
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Léo Taillefer, secrétaire-trésorier, rue de l'Église, Saint-Martin, comté de Laval, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 24 août 1953, pour l'achat de \$270,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Martin, comté de Laval, datées du 1er juillet 1953 et remboursable par séries du 1er juillet 1954 au 1er juillet 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$270,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1954.	x \$16,000.00
1er juillet 1955.	x 16,500.00
1er juillet 1956.	x 17,500.00
1er juillet 1957.	x 18,000.00
1er juillet 1958.	x 19,000.00
1er juillet 1959.	x 20,000.00
1er juillet 1960.	x 21,000.00
1er juillet 1961.	x 21,500.00
1er juillet 1962.	x 22,500.00
1er juillet 1963.	x 23,500.00
1er juillet 1964.	6,000.00
1er juillet 1965.	6,500.00
1er juillet 1966.	6,500.00
1er juillet 1967.	7,000.00
1er juillet 1968.	7,000.00
1er juillet 1969.	7,500.00
1er juillet 1970.	8,000.00
1er juillet 1971.	8,500.00
1er juillet 1972.	8,500.00
1er juillet 1973.	9,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$187,200, accordé par le Secrétaire de la province et payable en dix versements de \$18,720 chacun, de 1954 à 1963 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé payable au pair à Saint-Martin, comté de Laval.

redemption will be in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, August 24th, 1953, at 8 o'clock p.m., at the city Hall of the city of Joliette.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Joliette (County of Joliette) July twenty-second 1953.

RAOUL JETTÉ,
Secretary-treasurer.

City Hall P.O. 69.
Joliette (Joliette)

35309-0

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF SAINT-MARTIN
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Léo Taillefer, secretary-treasurer, Church Street, Saint-Martin, county of Laval, until 8 o'clock p.m., Monday, August 24, 1953, for the purchase of an issue of \$270,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the village of Saint-Martin, county of Laval, dated July 1st, 1953 and redeemable serially from July 1st, 1954 to July 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$270,000.00 — 20 years

Year	Capital
July 1st, 1954.	x \$16,000.00
July 1st, 1955.	x 16,500.00
July 1st, 1956.	x 17,500.00
July 1st, 1957.	x 18,000.00
July 1st, 1958.	x 19,000.00
July 1st, 1959.	x 20,000.00
July 1st, 1960.	x 21,000.00
July 1st, 1961.	x 21,500.00
July 1st, 1962.	x 22,500.00
July 1st, 1963.	x 23,500.00
July 1st, 1964.	6,000.00
July 1st, 1965.	6,500.00
July 1st, 1966.	6,500.00
July 1st, 1967.	7,000.00
July 1st, 1968.	7,000.00
July 1st, 1969.	7,500.00
July 1st, 1970.	8,000.00
July 1st, 1971.	8,500.00
July 1st, 1972.	8,500.00
July 1st, 1973.	9,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$187,200, granted by the Provincial Secretary and payable in ten instalments of \$18,720 each, from 1954 to 1963 inclusively, shall be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Saint-Martin, county of Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 24 août 1953, à 8 heures p.m., à l'école Leblanc, à Saint-Martin, comté de Laval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Martin, (Comté de Laval), ce 3 août 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
LÉO TAILLEFER.

Rue de l'Eglise, Saint-Martin,
(Comté de Laval), P.Q.,

35331-0

Province de Québec

VILLE DE JONQUIÈRES
(Comté de Chicoutimi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Paul-E. Fortin, greffier, Hôtel de Ville Jonquières, comté de Chicoutimi, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 24 août 1953, pour l'achat de \$800,000.00 d'obligations de la ville de Jonquières, comté de Chicoutimi, datées du 1er septembre 1953 et remboursables par séries du 1er septembre 1954 au 1er septembre 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$800,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er septembre 1954.....	\$24,000.00
1er septembre 1955.....	25,500.00
1er septembre 1956.....	26,500.00
1er septembre 1957.....	28,000.00
1er septembre 1958.....	29,500.00
1er septembre 1959.....	31,000.00
1er septembre 1960.....	32,500.00
1er septembre 1961.....	34,000.00
1er septembre 1962.....	36,000.00
1er septembre 1963.....	37,500.00
1er septembre 1964.....	39,500.00
1er septembre 1965.....	41,500.00
1er septembre 1966.....	43,500.00
1er septembre 1967.....	45,500.00
1er septembre 1968.....	48,000.00
1er septembre 1969.....	50,000.00
1er septembre 1970.....	53,000.00
1er septembre 1971.....	55,500.00
1er septembre 1972.....	58,000.00
1er septembre 1973.....	61,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Jonquières, comté de Chicoutimi.

Capital and interest are payable at all branches of any chartered bank in the Province of Quebec.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212 Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, August 24, 1953, at 8 o'clock p.m., at the Leblanc School at St. Martin, county of Laval.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Martin, (County of Laval), August 3, 1953.

LÉO TAILLEFER,
Secretary-treasurer.

Church Street, Saint-Martin,
(County of Laval), P.Q.

35331

Province of Quebec

TOWN OF JONQUIÈRES
(County of Chicoutimi)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned Paul E. Fortin, clerk, Town Hall, Jonquières, county of Chicoutimi, until 8 o'clock p.m., Monday, August 24, 1953, for the purchase of an issue of \$800,000.00 of bonds of the town of Jonquières, county of Chicoutimi dated September 1st, 1953 and redeemable serially from September 1st 1954 to September 1st, 1973, inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor over 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$800,000.00 — 20 years

Year	Capital
September 1st, 1954.....	\$24,000.00
September 1st, 1955.....	25,500.00
September 1st, 1956.....	26,500.00
September 1st, 1957.....	28,000.00
September 1st, 1958.....	29,500.00
September 1st, 1959.....	31,000.00
September 1st, 1960.....	32,500.00
September 1st, 1961.....	34,000.00
September 1st, 1962.....	36,000.00
September 1st, 1963.....	37,500.00
September 1st, 1964.....	39,500.00
September 1st, 1965.....	41,500.00
September 1st, 1966.....	43,500.00
September 1st, 1967.....	45,500.00
September 1st, 1968.....	48,000.00
September 1st, 1969.....	50,000.00
September 1st, 1970.....	53,000.00
September 1st, 1971.....	55,500.00
September 1st, 1972.....	58,000.00
September 1st, 1973.....	61,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Jonquières, county of Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de deux banques à charte.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 24 août 1953, à 8 heures p.m., à la salle du conseil, à Jonquières, comté de Chicoutimi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Jonquières, (Comté de Chicoutimi), ce 3 août 1953.

Le Greffier,
PAUL-E. FORTIN.

Hôtel de Ville, Jonquières,
(Comté de Chicoutimi), P.Q., 35328-0

Province de Québec

VILLE DE LA TUQUE
(Comté de Champlain)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, A.-A. Dupont, greffier, C.P. 544, Hôtel de Ville, La Tuque, comté de Champlain, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 25 août 1953, pour l'achat de \$375,000.00 d'obligations de la ville de La Tuque, comté de Champlain, datées du 1er septembre 1953 et remboursables par séries du 1er septembre 1954 au 1er septembre 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$375,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1954.....	\$14,000.00
1er septembre 1955.....	15,000.00
1er septembre 1956.....	15,500.00
1er septembre 1957.....	16,500.00
1er septembre 1958.....	17,500.00
1er septembre 1959.....	18,000.00
1er septembre 1960.....	19,000.00
1er septembre 1961.....	19,500.00
1er septembre 1962.....	20,500.00
1er septembre 1963.....	21,500.00
1er septembre 1964.....	16,000.00
1er septembre 1965.....	16,500.00
1er septembre 1966.....	17,500.00
1er septembre 1967.....	18,500.00
1er septembre 1968.....	19,000.00
1er septembre 1969.....	20,000.00
1er septembre 1970.....	21,000.00
1er septembre 1971.....	22,000.00
1er septembre 1972.....	23,000.00
1er septembre 1973.....	24,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à La Tuque, comté de Champlain.

Capital and interest are payable at any branch of two chartered banks in the Province of Quebec.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, August 24, 1953, at 8 o'clock p.m., at the Council Hall at Jonquières, county of Chicoutimi.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Jonquières, (County of Chicoutimi), August 3rd, 1953.

PAUL-E. FORTIN,
Clerk.

Town Hall, Jonquières,
(County of Chicoutimi), P.Q. 35328

Province of Quebec

TOWN OF LA TUQUE
(County of Champlain)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned A.-A. Dupont, clerk, B.O.P. 544, Town Hall, La Tuque, county of Champlain, until 8 o'clock p.m., Tuesday, August 25, 1953, for the purchase of an issue of \$375,000.00 of bonds of the town of La Tuque, dated September 1st, 1953 and redeemable serially from September 1st, 1954 to September 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3%, nor over 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$375,000.00 — 20 years

Year	Capital
September 1st, 1954.....	\$14,000.00
September 1st, 1955.....	15,000.00
September 1st, 1956.....	15,500.00
September 1st, 1957.....	16,500.00
September 1st, 1958.....	17,500.00
September 1st, 1959.....	18,000.00
September 1st, 1960.....	19,000.00
September 1st, 1961.....	19,500.00
September 1st, 1962.....	20,500.00
September 1st, 1963.....	21,500.00
September 1st, 1964.....	16,000.00
September 1st, 1965.....	16,500.00
September 1st, 1966.....	17,500.00
September 1st, 1967.....	18,500.00
September 1st, 1968.....	19,000.00
September 1st, 1969.....	20,000.00
September 1st, 1970.....	21,000.00
September 1st, 1971.....	22,000.00
September 1st, 1972.....	23,000.00
September 1st, 1973.....	24,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at La Tuque county of Champlain.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec, à La Tuque ainsi qu'à Toronto.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 25 août 1953, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville de La Tuque, comté de Champlain.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Tuque, (Comté de Champlain), ce 4 août 1953.

Le Greffier,

A.-A. DUPONT.

C.P. 544, Hôtel de Ville, La Tuque,
(Comté de Champlain), P.Q.

35329-0

Province de Québec

PAROISSE DE ST-ROMUALD D'ETCHEMIN
(Comté de Lévis)

Avis est public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, Antoine Gosselin, secrétaire-trésorier, C. P. N° 7, St-Romuald d'Etchemin, Cte Lévis, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 25 août 1953, pour l'achat de \$50,000 d'obligations de la paroisse de St-Romuald d'Etchemin, comté de Lévis, datées du 1er septembre 1953 et remboursables par séries du 1er septembre 1954 au 1er septembre 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$50,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er septembre 1954.	\$1,500.00
1er septembre 1955.	1,500.00
1er septembre 1956.	1,500.00
1er septembre 1957.	2,000.00
1er septembre 1958.	2,000.00
1er septembre 1959.	2,000.00
1er septembre 1960.	2,000.00
1er septembre 1961.	2,000.00
1er septembre 1962.	2,500.00
1er septembre 1963.	2,500.00
1er septembre 1964.	2,500.00
1er septembre 1965.	2,500.00
1er septembre 1966.	2,500.00
1er septembre 1967.	3,000.00
1er septembre 1968.	3,000.00
1er septembre 1969.	3,000.00
1er septembre 1970.	3,500.00
1er septembre 1971.	3,500.00
1er septembre 1972.	3,500.00
1er septembre 1973.	3,500.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, at Quebec, at La Tuque as well as at Toronto.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, August, 25 1953, at 8 o'clock p.m., at the town hall of La Tuque, county of Champlain.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

La Tuque, (County of Champlain), August 4, 1953.

A.-A. DUPONT,

Clerk.

P.O.B. 544, Town Hall, La Tuque,
(County of Champlain), P.Q.,

35329

Province of Quebec

PARISH OF ST-ROMUALD D'ETCHEMIN
(County of Lévis)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Antoine Gosselin, Secretary-treasurer, P.O.B. No. 7, St. Romuald d'Etchemin, Co. Lévis, until 8 o'clock p.m., Tuesday, August 25, 1953, for the purchase of an issue of \$50,000 of bonds of the parish of St. Romuald d'Etchemin County of Lévis dated September 1st, 1953 and redeemable serially from September 1st, 1954 to September 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor over 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$50,000.00 — 20 years.

Year	Capital
September 1st, 1954.	\$1,500.00
September 1st, 1955.	1,500.00
September 1st, 1956.	1,500.00
September 1st, 1957.	2,000.00
September 1st, 1958.	2,000.00
September 1st, 1959.	2,000.00
September 1st, 1960.	2,000.00
September 1st, 1961.	2,000.00
September 1st, 1962.	2,500.00
September 1st, 1963.	2,500.00
September 1st, 1964.	2,500.00
September 1st, 1965.	2,500.00
September 1st, 1966.	2,500.00
September 1st, 1967.	3,000.00
September 1st, 1968.	3,000.00
September 1st, 1969.	3,000.00
September 1st, 1970.	3,500.00
September 1st, 1971.	3,500.00
September 1st, 1972.	3,500.00
September 1st, 1973.	3,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par

The successful tenderer agrees to pay the bonds, capital and accrued interest, if any, at par, at

chèque visé, payable au pair à St-Romuald d'Etchemin, comté de Lévis.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à St-Romuald d'Etchemin, comté de Lévis.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 25 août 1953, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville de St-Romuald d'Etchemin, comté de Lévis.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Romuald d'Etchemin (Comté de Lévis),
ce 5 août 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
ANTOINE GOSSELIN,

C. P. N° 7, St-Romuald d'Etchemin,
(Cité Lévis), P. Q. 35332-0

Province de Québec

VILLAGE DE MANIWAKI
(Comté de Gatineau)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné, Léo-Paul Grondin, secrétaire-trésorier, C. P. 59, Hôtel de Ville, Maniwaki, Cte Gatineau, jusqu'à 8 heures p.m. mercredi, le 26 août 1953, pour l'achat de \$180,000 d'obligations du village de Maniwaki, comté de Gatineau, datées du 1er septembre 1953 et remboursables par séries du 1er septembre 1954 au 1er septembre 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½%, par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$180,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er septembre 1954.	\$ 5,500.00
1er septembre 1955.	5,500.00
1er septembre 1956.	6,000.00
1er septembre 1957. % . % . .	6,500.00
1er septembre 1958.	7,000.00
1er septembre 1959.	7,000.00
1er septembre 1960.	7,500.00
1er septembre 1961.	7,500.00
1er septembre 1962.	8,000.00
1er septembre 1963.	8,000.00
1er septembre 1964.	8,500.00
1er septembre 1965.	9,500.00
1er septembre 1966.	10,000.00
1er septembre 1967.	10,500.00
1er septembre 1968.	11,000.00
1er septembre 1969.	11,000.00
1er septembre 1970.	11,500.00
1er septembre 1971.	12,500.00
1er septembre 1972.	13,000.00
1er septembre 1973.	14,000.00

St-Romuald d'Etchemin, County of Levis.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at St-Romuald d'Etchemin, county of Levis.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, August, 25, 1953, at 8 o'clock p.m., at the Town Hall of St. Romuald d'Etchemin, county of Levis.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Romuald d'Etchemin (County of Levis)
August 5, 1953.

ANTOINE GOSSELIN,
Secretary-Treasurer,

P. O. B. No. 7, St. Romuald d'Etchemin,
(Co. Levis), P. Q. 35332

Province of Quebec

VILLAGE OF MANIWAKI
(County of Gatineau)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Léo-Paul Grondin, secretary-treasurer, P.O.B. 59, Town Hall, Maniwaki, Co. Gatineau, until 8 o'clock p.m., Wednesday, August 26, 1953, for the purchase of an issue of \$180,000 of bonds of the village of Maniwaki County of Gatineau dated September 1st, 1953 and redeemable serially from September 1st, 1954 to September 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor over 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$180,000.00 — 20 years.

Year	Capital
September 1st, 1954.	\$ 5,500.00
September 1st, 1955.	5,500.00
September 1st, 1956.	6,000.00
September 1st, 1957.	6,500.00
September 1st, 1958.	7,000.00
September 1st, 1959.	7,000.00
September 1st, 1960.	7,500.00
September 1st, 1961.	7,500.00
September 1st, 1962.	8,000.00
September 1st, 1963.	8,000.00
September 1st, 1964.	8,500.00
September 1st, 1965.	9,500.00
September 1st, 1966.	10,000.00
September 1st, 1967.	10,500.00
September 1st, 1968.	11,000.00
September 1st, 1969.	11,000.00
September 1st, 1970.	11,500.00
September 1st, 1971.	12,500.00
September 1st, 1972.	13,000.00
September 1st, 1973.	14,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Maniwaki, Cte Gatineau.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Maniwaki, comté de Gatineau.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 26 août 1953, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville de Maniwaki, comté de Gatineau.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Maniwaki, (Comté de Gatineau), ce 4 août 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
LÉO-PAUL GRONDIN,

C. P. 59, Hôtel de Ville,
Maniwaki, (Cte Gatineau), P. Q. 33330-0

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Maniwaki, Co. Gatineau.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Maniwaki, county of Gatineau.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941 subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, August 26, 1953, at 8 o'clock p.m., at Town Hall of Maniwaki, county of Gatineau.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Maniwaki, (County of Gatineau) August 4, 1953.

LÉO-PAUL GRONDIN,
Secretary-Treasurer.

P. O. B. 59, Town Hall,
Maniwaki, (Co. Gatineau), P. Q. 35330

Vente — Loi de faillite

Province de Québec, district de Montréal
Cour supérieure, N° 44/1953. "En faillite"
Dans l'affaire de la faillite de: Joseph Contala,
constructeur, Montréal, débiteur et Claude Perras,
Syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que les immeubles suivants, savoir: Désignation: Un immeuble situé dans le quartier St-Jean à Montréal, dit district, la construction y érigée sur deux lots de terre désignés sous les numéros quatre-vingt-quinze et quatre-vingt-seize de la subdivision originaire du lot six cent trente-huit (638-95 et 96), aux plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de St-Laurent et portant le numéro civique 6935 de ladite rue de l'Épée.

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, pour le district de Montréal, (En faillite) rendu le 28 juillet 1953, à l'enchère publique suivant la loi, pour ladite vente avoir l'effet du décret forcé au terme du code de procédures civiles, au bureau du shérif du district de Montréal, Palais de Justice, Montréal, JEU-DI, le DIX SEPTIEMBRE 1953, à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions: Comptant

En plus du prix d'achat, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 3e jour d'août 1953.

Le Syndic,
Bureau de: CLAUDE PERRAS.
Perras & Perras, Syndics,
4, Notre-Dame est, Montréal, P. Q.
35315-32-2-0

Sale — Bankruptcy Act

Province of Quebec, District of Montreal,
Superior Court, N° 44/1953. "In Bankruptcy"
In the matter of bankruptcy of: Joseph Contala,
Builder, Montreal, Debtor and Claude Perras,
Trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveables, to wit: Designation: An immoveable situate in the St. John Ward at Montreal, said district, the building thereon erected on two lots of land designated under numbers ninety-five and ninety six of the original subdivision of lot six hundred and thirty-eight (638-95 and 96), on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Laurent and bearing civic number 6935 of the said street de l'Épée.

Shall be sold, in virtue of a judgment of the Superior Court, for the district of Montreal, (In Bankruptcy) rendered July 28, 1953, at public auction according to Law, so that the said sale will have the effect of a Sheriff's sale, according to the terms of Civil Procedure, at the Sheriff's Office, of the District of Montreal, Court House, Montreal, THURSDAY, the TENTH day of SEPTEMBER, 1953, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions: Cash.

Over and above the purchase price, the purchaser shall pay Government rights of 2½% in conformity with the Law.

For other information and list of charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, this third day of August, 1953.

CLAUDE PERRAS,
Trustee.
Office of:
Perras & Perras, Trustees,
4, Notre-Dame Street, East, Montreal, P.Q.
35315-32-2

Vente par licitation

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 321629.

AVIS DE LICITATION

Avis public est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, prononcé le 22 juin 1953, dans une cause mue entre Francis Dandavino, garagiste, mécanicien, domicilié et demeurant à Montréal, demandeur; et Marie-Louise Dandavino, épouse contractuellement séparée de biens de Camille Tucci, presseur, avec lequel elle demeure à 2410 rue Chambly, Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse autant que nécessaire à la validité de la procédure; Ida Dandavino, épouse contractuellement séparée de biens de Léo Bresnahan, mécanicien, avec lequel elle demeure à 1036 rue Argyle, en la cité de Verdun, district de Montréal et ce dernier pour autoriser son épouse autant que nécessaire à la validité de la procédure et Louis Dandavino, mécanicien, demeurant à 7335 rue Châteaubriand, en la cité de Montréal, défendeurs; et Michel Dandavino, électricien, demeurant à 6813 rue Saint-Laurent, en la cité de Montréal; Salvatore Dandavino, vendeur, demeurant à 10420 rue Waverley, en la cité de Montréal; Adeline Dandavino, épouse commune en biens de Raphaelle Ferri, journalier, avec lequel elle demeure à 7343 rue Berri, en la cité de Montréal et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins de la validité de la procédure; Anina Dandavino, épouse contractuellement séparée de biens de Marcel Guilbault, plombier, avec lequel elle demeure à 3476 rue Désiré, en la cité de Montréal et ce dernier pour autoriser son épouse autant que nécessaire à la validité de la procédure; Marguerite Dandavino, épouse contractuellement séparée de biens de Jacques Tremblay électricien avec lequel elle demeure à 3478 rue Désiré, en la cité de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse autant que nécessaire à la validité de la procédure, mis en cause, le partage définitif et la licitation des immeubles ci-après désignés, ont été ordonnés, suivant la loi, savoir:

Immeuble numéro 1: "Un emplacement sis rue Saint-André, à Montréal, désigné sous le numéro soixante-et-huit de la subdivision du lot numéro trois cent vingt-cinq (325-68) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, avec les constructions y érigées et portant les numéros civiques 4516 et 4518 de cette rue, et droit de passage dans les ruelles sises à côté et en arrière de cet emplacement, en commun, avec tous autres y ayant droit."

Immeuble numéro 2: "Un emplacement sis à l'angle Nord-est des rues de Castelnau et de Châteaubriand, à Montréal, désigné sous le numéro quatre-vingt-deux de la subdivision du lot numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (489-82) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-aux-Récollets, mesurant 25 pieds de largeur par 87 pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, avec droit de passage dans les ruelles desservant cet emplacement, en commun, avec tous autres y ayant droit, avec les constructions y érigées et portant les numéros civiques 7331, 7333, 7335, 7337 et 7339 de ladite rue de Châteaubriand."

Sale by Licitaton

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 321629.

NOTICE OF LICITATION

Public notice is hereby given that, by virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, rendered on June the 22nd 1953 in a case wherein Francis Dandavino, garage keeper, mechanic, domiciled and residing in Montreal, is plaintiff, and Marie-Louise Dandavino, wife, by a marriage contract, separate as to property of Camille Tucci, presser, with whom she is residing at 2410 Chambly Street, Montreal, and the latter to authorize his wife inasmuch as it is necessary for the validity of the proceedings: Ida Dandavino, wife, by a marriage contract, separate as to property of Léo Bresnahan, mechanic, with whom she is residing at 1036 Argyle, in the city of Verdun, district of Montreal and the latter to authorize his wife inasmuch as it is necessary for the validity of the proceedings and Louis Dandavino, mechanic, residing at 7335 Châteaubriand Street, in the city of Montreal, defendants; and Michel Dandavino, electrician, residing at 6813 St. Laurent Street, in the city of Montreal; Salvatore Dandavino, salesman, residing at 10420 Waverley Street, in the city of Montreal; Adeline Dandavino, wife common as to property of Raphaelle Ferri, labourer, with whom she is residing at 7343 Berri Street, in the city of Montreal and the latter to authorize his wife for the validity of the proceedings; Anina Dandavino, wife, by a marriage contract, separate as to property of Marcel Guilbault, plumber, with whom she is residing at 3476 Desiré Street, in the city of Montreal and the latter to authorize his wife inasmuch as it is necessary for the validity of the proceedings; Marguerite Dandavino, wife, by a marriage contract, separate as to property of Jacques Tremblay, electrician, with whom she is residing at 3478 Desiré Street, in the city of Montreal, and the latter to authorize his wife inasmuch as it is necessary for the validity of the proceedings, are mis en cause, the final partition and the licitation of the immoveable properties hereinafter described, have been ordered as follows, according to the law:

Immoveable number 1: "An emplacement situate on St. André Street, in the city of Montreal, designated as number sixty-eight of the subdivision of the lot number three hundred and twenty-five (325-68) on the Official Plan and Book of Reference of the village of Côte St. Louis, with the building thereon erected and bearing civic numbers 4516 and 4518 of said street and right of way in the lanes situate on the side and in rear of the said emplacement, in common, with all others having same right."

Immoveable number 2: "An emplacement situate on the North-East corner of de Castelnau and de Châteaubriand Streets, in the city of Montreal, designated as number eighty-two of the said subdivision of the lot number hundred and eighty-nine (489-82) on the Official Plan and Book of Reference of the parish of Sault-aux-Récollets, measuring 25 feet in width by 87 feet in depth, English measure, and more or less, with right of way in the lanes connecting with the said emplacement, in common, with all others having same right; with the buildings thereon erected bearing civic numbers 7331, 7333, 7335, 7337 and 7339 of said de Châteaubriand Street."

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le MERCREDI, NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE 1953, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, heure avancée, Cour tenante, dans la salle d'audience de l'ancien palais de justice de Montréal, chambre 31, ou à toute chambre indiquée par cette Cour suivant les circonstances, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges ou liste des charges déposées au greffe du Protonotaire de la Cour supérieure, district de Montréal, et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite cour au moins douze (12) jours avant le jour fixé comme sedit pour la vente et adjudication et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six (6) jours après l'adjudication; à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elle seront forcloses du droit de le faire;

Tout enchérisseur devra accompagner son offre ou enchère:

a) quant à l'immeuble numéro 1, ci-haut désigné, l'emplacement rue Saint-André, d'une somme de mille cinq cents dollars (\$1,500.00);

b) quant à l'immeuble numéro 2, ci-haut désigné, l'emplacement angle nord-est des rues De Castelnau et de Châteaubriand, d'une somme de trois mille cinq cents dollars (\$3,500.00).

Montréal, le 30 juillet 1953.

Le Procureur du demandeur,

Me HECTOR LALONDE, c.r.

266 ouest, rue Saint-Jacques,

Montréal. Harbour 8838.

35312-32-2-0

The above described immovables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the WEDNESDAY, the NINTH of SEPTEMBER 1953, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, daylight saving time, Sitting the Court, in the Court Room of the Court House of Montreal, room 31, or any other room indicated by the said Court as circumstances permit, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the Superior Court for the District of Montreal, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve (12) days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within the six (6) days following the adjudication; and, failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

The offer or bid of every bidder must be accompanied:

a) for the immovable number 1, hereabove designated as the emplacement on St. André Street, by an amount of one thousand and five hundred dollars (\$1,500.00);

b) for the immovable number 2, hereabove designated as the emplacement on the North-East corner of de Castelnau and de Châteaubriand Streets, by an amount of three thousand and five hundred dollars (\$3,500.00).

Montreal, the 30th day of July, 1953.

Mr. HECTOR LALONDE, Q.C.

Attorney for plaintiff.

266 St. James Street West,

Montreal, Harbour 8838

35312-32-2-0

Vente pour taxes

Province de Québec

VILLE DE BEDFORD

Avis public est par le présent donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Bedford, que conformément à une résolution du Conseil en date du 21 juillet, 1953, l'immeuble ci-dessous mentionné sera vendu à l'enchère publique, au bureau du conseil, à l'Hôtel de Ville, MARDI, le VINGT-CINQ AOÛT prochain (1953), à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec intérêts, plus les frais subséquentement encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Sale for Taxes

Province of Quebec

TOWN OF BEDFORD

Public notice is hereby given by the undersigned secretary-treasurer of the town of Bedford, that pursuant to an order of the Council made on July 21, 1953, the immovable hereinafter described, will be sold by public auction in the office of the Town's Council, at the city Hall, on TUESDAY, the TWENTY-FIFTH day of the month of AUGUST next (1953) at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the Municipal and School taxes, plus the cost which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and cost be paid before the sale.

NOM NAME	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes
Succession-Estate Edward Blanchard	\$33.94	\$22.38

Un morceau de terre mesurant soixante-six pieds de largeur de l'est à l'ouest sur cent quarante-deux pieds de long du nord au sud, le tout plus ou moins, et étant une partie du lot N° mille huit cent quatre-vingt-dix-sept (Ptie N° 1897) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Stanbridge, dans le comté de Missisquoi. La dite partie étant bornée comme suit: Au Sud, par le chemin public; au Nord, par le terrain de Ernest Procter ou représentants; à l'Est, par partie du même numéro appartenant à Earl C. Johnson ou représentants; et à l'Ouest, par le résidu du même numéro appartenant à Georges F. Wightman ou représentants.

A piece of land sixty-six feet wide east and west and one hundred and forty-two feet long north and south, more or less and forming part of lot cadastral number one thousand eight hundred and ninety-seven (Part No. 1897) upon the official plan and book of reference of the Township of Stanbridge, in the County of Missisquoi. The hereby said piece of land being bounded as follows: South, by the public highway; North, by land of Ernest Procter or representatives; East, by part of same number belonging to Earl C. Johnson or representatives; and West, by the residue of same number belonging to Georges F. Wightman or representatives.

Donné à Bedford, ce 24ième jour de juillet, mil neuf cent cinquante-trois.

Le Secrétaire-trésorier,
EMILE E. DEMERS.

35287-31-2-o

Given at Bedford, this 24th day of July, nineteen hundred and fifty-three.

EMILE E. DEMERS,
Secretary-Treasurer.

35287-31-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUHARNOIS

Province de Québec, District de Beauharnois
Cour Supérieure, { MARC LACASSE, marchand, du Village de Hemmingford, district de Beauharnois, procureur fondé de pouvoirs de Joséphine Lacasse, demandeur; vs WENCESLAS E. PAPINEAU, ci-devant du canton de Hemmingford, dit district et maintenant des cité et district de Montréal, défendeur.

AVIS

Avis public est par le présent donné que les terres et héritages sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas;

"Une ferme sise et située dans le canton de Hemmingford, comté de Huntingdon, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Hemmingford sous les lots numéros quatre B et quatre D (4b et 4d) dans le premier rang des terrains concédés, avec les bâtisses dessus érigées."

Pour être vendue à la porte de l'Eglise paroissiale de la paroisse de St-Romain de Hemmingford, comté de Huntingdon, district de Beauharnois, VENDREDI le ONZE SEPTEMBRE 1953, à DIX heures de l'avant-midi, (heure avancée).

Le Shérif,
HORACE VIAU.
Bureau du Shérif, Valleyfield, 30 juillet 1953. 35313-32-2-o

BEDFORD

Canada Province de Québec,
District de Bedford

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, requérant vs ADRIEN TRUDEAU, de Highwater, Co. Brome, intimé.

Comme appartenant à l'intimé:

Une propriété de ferme connue au Cadastre Officiel pour le Canton Potton, division d'Enregistrement, de Brome, comme étant:

1° Le Lot numéro deux cent trente-trois (N° 233) contenant cent quinze acres et soixante-dix-huit centièmes d'un acre.

2° Les cinquante acres sud du lot numéro deux cent trente-sept (Pt N° 237).

3° Parties des lots numéros deux cent trente-sept et deux cent quarante (Pts. Nos 237 et 240) étant toutes les parties de ces lots situées à l'ouest du chemin public traversant les dits lots du nord au sud;

Excepté la partie ouest des 50 acres déjà mentionnées.

Avec les bâtiments et améliorations dessus.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUHARNOIS

Province of Quebec, District of Beauharnois
Superior Court, { MARC LACASSE, merchant, of the village of Hemmingford, district of Beauharnois, proxy for Josephine Lacasse, plaintiff; vs WENCESLAS E. PAPINEAU, heretofore of the township of Hemmingford, said district and now of the city and district of Montreal, defendant.

NOTICE

Public notice is hereby given that the undermentioned lands and tenements have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below:

"A farm situate in the Township of Hemmingford, county of Huntingdon, known and designated on the official plan and in the book of reference of the said Township of Hemmingford under lot numbers four B and four D (4b and 4d) in the first range of the conceded lots of land, with the buildings thereon erected."

To be sold at the parochial church door of the parish of St. Romain of Hemmingford, county of Huntingdon, district of Beauharnois, FRIDAY, the ELEVENTH day of SEPTEMBER, 1953, at TEN o'clock in the forenoon, (Daylight Saving Time).

HORACE VIAU,
Sheriff.
Sheriff's Office, Valleyfield, July 20, 1953. 35313-32-2

BEDFORD

Canada, Province of Quebec
District de Bedford

Superior Court, { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and incorporated, having its head office at Quebec, plaintiff, vs ADRIEN TRUDEAU, of Highwater, County Brome, respondent.

As belonging to the respondent:

A farm property known on the Official Cadastre, for the Township of Potton, Registration Division of Brome, as being:

1. Lot number two hundred and thirty-three (233) containing one hundred and fifteen acres and seventy-eight hundredths of an acre.

2. The fifty acres south of lot number two hundred and thirty-seven (Pt. No. 237).

3. Parts of lots numbers two hundred and thirty-seven and two hundred and forty being all the parts of these lots situate west of the public road crossing the said lots from north to south;

Except that part west of the 50 acres and already mentioned.

With the buildings and improvements thereon.

Sauf et excepté du lot N° 240 une partie mesurant huit acres en superficie, plus ou moins, vendue à Charles H. Newell par acte devant le notaire soussigné le 17 septembre 1947, dont copie enregistrée sous le N° 68186, et à être prise au coin nord-ouest de ce lot.

Pour être vendu en bloc, à mon bureau, au Palais de Justice, au village de Sweetsburg, dit district, MERCREDI, le NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE, 1953, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Palais de Justice, Sweetsburg, Qué., A. ST-MARTIN.
3 août 1953. 35314-32-2-0

Save and except from lot No. 240, one part measuring eight acres in superficial area, more or less, sold to Charles H. Newell, by deed before the undersigned notary on September 17, 1947, as per registered copy under No. 68186, and to be taken on the northwest corner of this lot.

To be sold in block, at my office, at the Court House in the village of Sweetsburg, said district, WEDNESDAY, this NINTH day of SEPTEMBER, 1953, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, A. ST-MARTIN,
Court House, Sweetsburg, Que. Sheriff.
August 3, 1953. 35314-32-2

GASPÉ

Rimouski, P.Q.

Cour Supérieure. { JAMES GORDON RUSSELL, de Cap Chat, comté de Gaspé demandeur
N° 14260 vs HENRI DUGAS de Sacré-Cœur de Tourelle, comté de Gaspé, défendeur:

Les droits de préemption, les défrichements les améliorations et impenses sur le lot numéro trente trois (33) au cadastre officiel du rang trois (3), Canton Tourelle avec bâties circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église située à Sacré Cœur de Tourelle, comté de Gaspé, P.Q., le VINGTHIÈME jour d'AOUT 1953, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Percé, P.Q., le 13 juillet 1953. M. J. FURLONG.
35214-29-2-0

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
C.S. District de Montréal

Montréal, à savoir: { FEDOR HELLA, demandeur, vs GEORGE PAULENKO, aussi connu sous le nom de Paulenco, défendeur.

Ce certain emplacement ayant front sur la 7ième avenue, en la cité de Lachine, composé comme suit:

a) De la subdivision numéro mille quarante-neuf du lot originaire numéro sept cent cinquante-trois (N° 753-1049) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, (25'x75') le tout mesure anglaise et plus ou moins;

b) De la partie sud de la subdivision numéro mille cinquante dudit lot originaire numéro sept cent cinquante-trois (N° 753-ptie S. 1050) aux dits plan et livre de renvoi de la ville de Lachine; mesurant dix-huit pieds et six pouces de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur (18.6'x75'), le tout mesure anglaise et plus ou moins et bornée en front à l'ouest par ladite 7ième avenue; en arrière à l'est par une ruelle; d'un côté au sud par ladite subdivision N° 1049 et de l'autre côté au nord par le résidu de ladite subdivision N° 1050.

Sujet à une servitude de vue établie sur ledit emplacement en faveur du résidu de ladite subdivision N° 1050 et de la subdivision N° 1051 et des bâties dessus érigées permettant à ces dernières de conserver à perpétuité, pendant tout le temps qu'elles pourront exister, toutes les fenêtres, portes, ouvertures et autres projections quelconques sur ladite propriété à des distances de la ligne séparative moindre que celle requises par la Loi.

GASPÉ

Rimouski, P.Q.

Superior Court { JAMES GORDON RUSSELL, of Cap Chat, County of Gaspé, plaintiff, vs HENRI DUGAS, of Sacré Cœur de Tourelle, County of Gaspé, defendant:

Pre-emption rights, clearing, upkeep and improvements, on lot number thirty-three (33) of the official cadastre of Range three (3), Tourelle township, with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door situated at Sacré Cœur de Tourelle, County of Gaspé, P.Q., the TWENTIETH day of AUGUST 1953 at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, M. J. FURLONG,
Percé, P.Q., July 13th, 1953. Sheriff.
35214-29-2

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
S.C. District of Montreal

Montreal to wit: { FEDOR HELLA, plaintiff vs GEORGE PAULENKO, also known as Paulenco, defendant.

That certain emplacement fronting on 7th Avenue, in the City of Lachine, composed as follows:

a) of subdivision number one thousand and forty-nine of the original lot number seven hundred and fifty-three (No. 753-1049) upon the official Plan and Book of Reference of the Town of Lachine, measuring twenty-five feet in width by seventy-five feet in depth (25' x 75') the whole English measure and more or less;

b) of the southerly part of the subdivision number one thousand and fifty of said original lot number seven hundred and fifty-three (No. 753-S. pt. 1050) upon said Plan and Book of Reference of the Town of Lachine; measuring eighteen feet and six inches in width by seventy-five feet in depth (18.6'x75') the whole English measure and more or less and bounded in front to the West by said 7th Avenue; in rear to the East by a lane; on one side to the South, by said subdivision No. 1049; and on the other side to the North, by the residue of said subdivision No. 1050.

Subject to a servitude of view established on said emplacement in favour of the residue of said subdivision No. 1050 and subdivision No. 1051 and the buildings thereon erected, allowing the latter to keep forever, during all the time that they will exist, all windows, doors, openings and other projections whatsoever in said property at distances from the division line less than those required by law.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives attachées à cette propriété immobilière et plus particulièrement à une bâtisse en construction et à toutes les autres bâtisses.

Ces lots de terrain ayant front sur la 5ième avenue, en la cité de Lachine, connus et désignés comme étant les lots numéros onze cent treize, onze cent quatorze, onze cent quinze, onze cent seize et onze cent dix-sept de la division officielle du lot originaire numéro sept cent cinquante-trois (Nos 753, 1113, 1114, 1115, 1116 et 1117) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, le tout sans bâtisse.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives attachées à cette propriété immobilière.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIÈME jour de SEPTEMBRE 1953, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 4 août 1953. 35323-32-2

As the whole now subsists, with all active and passive servitudes attached to this immovable property and more specially with a building thereon in construction and all other buildings.

Those lots of land fronting on 5th Avenue, in the City of Lachine, known and designated as being lots numbers eleven hundred and thirteen, eleven hundred and fourteen, eleven hundred and fifteen, eleven hundred and sixteen and eleven hundred and seventeen, of the Official subdivision of the original lot number seven hundred and fifty-three (Nos. 753, 1113, 1114, 1115, 1116, and 1117) upon the Official Plan and Book of Reference of the Town of Lachine, the whole without buildings.

As the whole now subsists, with all active and passive servitudes attached to this immovable property..

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of SEPTEMBER 1953, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CAISSE & HURTEAU,
Montreal, August 4th, 1953. 35323-32-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { RONALD BEAUDET, marchand général, domicilié à Joly, comté de Lotbinière; contre HENRI PLANTE, domicilié à St-Janvier de Joly, comté de Lotbinière, à savoir:

Une terre située dans le rang 4 (quatre) de St-Janvier de Joly, portant le N° 10 (dix) de la Seigneurie de Lotbinière, ayant trois arpents de largeur sur vingt-sept arpents de longueur, borné au nord au chemin Trans-Canada, à l'est à Léonce Côté, au sud au chemin public et à l'ouest à Sauveur Côté, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement de Ste-Croix, comté de Lotbinière, le VINGT-HUITIÈME jour d'AOÛT prochain, à DIX heures du matin (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION
Québec, le 21 juillet 1953. 35251-30-2-o.
[Première insertion: 25 juillet 1953]
[Deuxième insertion: 8 août 1953]

Fieri Facias

District des Trois-Rivières

Cour Supérieure, { PAULINE RIQUIER, autrefois de la paroisse de Saint-Basile, comté de Portneuf et maintenant des cité et district des Trois-Rivières, épouse séparée de biens de Hervé Marcotte, cultivateur de Saint-Basile, comté de Portneuf; contre HERVÉ MARCOTTE, cultivateur de Saint-Basile, comté de Portneuf, district de Québec, à savoir:

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Basile au Rang Sainte-Anne, contenant deux arpents de largeur par vingt cinq arpents de profondeur, connue et désignée comme étant le N° 399 (trois cent quatre vingt-dix-neuf) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Basile, comté de Portneuf; cette terre est bornée comme suit: en front, au nord-est au chemin public du rang Sainte-Anne; en profondeur au sud-ouest au chemin public du rang Saint-Joseph; d'un côté au nord-ouest à Alfred Marcotte; et de l'autre

QUEBEC

Fieri Facias

Québec, to wit: { RONALD BEAUDET, general merchant, domiciled at Joly, county of Lotbinière; vs HENRI PLANTE, domiciled at St-Janvier de Joly, county of Lotbinière, to wit:

A farm situate in Range 4 (four) of St-Janvier de Joly, bearing No. 10 (ten) of the Seigniorship of de Lotbinière, measuring three arpents in width by twenty-seven arpents in length, bounded on the north by the Trans-Canada highway, on the east by Léonce Côté, on the south by the public road and on the west by Sauveur Côté, with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the Registry office of Ste-Croix, county of Lotbinière, the TWENTY-EIGHTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the morning (Daylight saving time).

Sheriff's Office, AIMÉ DION,
Québec, July 21st, 1953. 35251-30-2
[First insertion: July 25, 1953]
[Second insertion: August 8, 1953]

Fieri Facias

District of Trois-Rivières

Superior Court, { PAULINE RIQUIER, formerly of the parish of Saint-Basile, county of Portneuf and now of the city and district of Trois-Rivières, wife separate as to property of Hervé Marcotte, a farmer of Saint-Basile, county of Portneuf; vs HERVÉ MARCOTTE, a farmer of Saint-Basile, county of Portneuf, district of Quebec, to wit:

1. A farm situate in the parish of Saint-Basile, Range Sainte-Anne, containing two arpents in width by twenty-five arpents in depth, known and designated as No. 399 (three hundred and ninety-nine) of the official cadastre of the parish of Saint-Basile, county of Portneuf; this farm is bounded as follows: to the front, north-easterly by the public road of Range Sainte-Anne; in depth south-westerly by the public road of Range Saint-Joseph; on one side north-westerly, by Alfred Marcotte; and on the other side, south-easterly, by

côté au sud-est à Joseph Marcotte, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Une terre à bois située en la quatrième Concession, de la partie sud-ouest de la Seigneurie de Bourglouis, mesurant un arpent de largeur sur quinze arpents de profondeur, le tout, plus ou moins, borné comme suit: au nord à Léon Fillion ou représentants, au sud à Adjutor Frenette ou représentants, au nord-est à Alfred Gauthier et au nord-ouest à Alizée Leclerc; cette terre est connue et désignée comme étant la partie sud-ouest du lot N° 748 (partie sept cent quarante-huit) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf.

3° Une terre située en la paroisse de Saint-Raymond contenant un arpent de largeur sur environ dix-huit arpents de profondeur, connue et désignée comme étant le lot N° 760 (sept cent soixante) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf.

Pour être vendues la terre en premier lieu décrite à la porte de l'église paroissiale de Saint-Basile, comté de Portneuf, le VINGT-HUITIÈME jour d'AOÛT prochain, à DIX heures du matin, et les terres en deuxième et troisième lieu décrites à la porte de l'église paroissiale de Saint-Raymond, comté de Portneuf, le VINGT-HUITIÈME jour d'AOÛT prochain, à DEUX heures de l'après-midi, (heure avancée).

Bureau du Shérif,
Québec, 21 juillet 1953.

Le Shérif,
AIMÉ DION.
35252-30-20

Joseph Marcotte, with buildings erected thereon, circumstances and dependancies.

2. A wooded lot situate in the fourth Concession of the south-west part of the Seigniorie of de Bourglouis, measuring one arpent in width by fifteen arpents in depth, the whole, more or less, bounded as follows: to the north, by Léon Fillion or his representatives, to the south by Adjutor Frenette or his representatives, north-easterly by Alfred Gauthier and north-westerly by Alizée Leclerc; this land is known and designated as being the south-west part of lot No. 748 (part seven hundred and forty-eight) of the official cadastre of the parish of Saint-Raymond, county of Portneuf.

3. A farm situate in the parish of Saint-Raymond containing one arpent in width by eighteen arpents or so in depth, known and designated as being lot No. 760 (seven hundred and sixty—) of the official cadastre of the parish of Saint-Raymond, county of Portneuf.

The farm described firstly, to be sold at the parochial church door of Saint-Basile, county of Portneuf, the TWENTY-EIGHTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the morning, and the lands described secondly and thirdly, to be sold at the parochial church door of Saint-Raymond, county of Portneuf, the TWENTY-EIGHTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon, (Daylight saving time).

Sheriff's Office,
Quebec, July 21st, 1953.

AIMÉ DION,
Sheriff.
35252-30-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Rimouski

Cour Supérieure, { OMER ST-PIERRE, ind-
N° 14,710. { dustriel de Ste-Anne des
Monts, Cté Gaspé Nord, P.Q.,
demandeur vs ALBERT GAGNON & RENÉ
GAGNON, tous deux de Cap Chat, Cté Gaspé
Nord, P.Q.

Partie lot 52c du 1er rang du cadastre officiel de Cap Chat, ce lot étant borné au nord et au nord-ouest au Chemin Royal, à l'est et au sud à la clôture de la propriété de Jos. Do. Gagné et à l'ouest par la propriété de Willie Lamarre avec tous les immeubles, bâtiments, bâtisses dessus construits.

Pour être vendu à la porte de l'église de Cap Chat le DIX-SEPT AOÛT 1953 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
CHARLES GARON.
35211-29-20

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Rimouski

Superior Court, { OMER ST-PIERRE, ind-
No. 14,710. { dustriat of Ste-Anne
des Monts, Co. Gaspé North,
P.Q., plaintiff vs ALBERT GAGNON & RENÉ
GAGNON, both of Cap Chat, Co. Gaspé North,
P.Q.

Part of lot 52c of the 1st range of the official cadastre of Cap Chat, this lot being bounded on the north and on the north-west by the Royal Road, on the East and on the South by the fence of Jos. Do. Gagné's property, and on the West, by the property of Willie Lamarre, with all the immoveables, buildings, structures thereon erected.

To be sold at the church door of Cap Chat, the SEVENTEENTH day of AUGUST, 1953, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES GARON,
Sheriff.
35211-29-2

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François, Sherbrooke.

Cour Supérieure, { CLIFFORD LOWE, culti-
N° 11,098. { vateur, domicilié à Bu-
ry, comté de Compton, dis-
trict de St-François, demandeur; vs ELWIN
PORTERS NASON, cultivateur, domicilié à
Bury, comté de Compton, district de Saint-
François, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur:

Le lot 10-B, rang A, canton de Bury, avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Raphael de Bury, MARDI, le 18 AOÛT 1953, à DIX heures a.m. (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOS LABRECQUE.
Sherbrooke, ce 9 juillet 1953. 35205-29-20
[Première insertion, le 18 juillet 1953.]

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis, Sherbrooke

Superior Court, { CLIFFORD LOWE, far-
No. 11098. { mer, domiciled in Bury,
County of Compton, district
of St. Francis, plaintiff; vs ELWIN PORTERS
NASON, farmer, domiciled in Bury, County of
Compton, district of St. Francis, defendant.

As belonging to the said defendant:

Lot 10-B, range A, Township of Bury, with buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of St-Raphael de Bury, TUESDAY, the 18th of AUGUST, 1953, at TEN in the forenoon (daylight saving time).

JOS LABRECQUE,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Sherbrooke, this 9th of July 1953. 35205-29-20
[First insertion the 18th of July 1953.]

TERREBONNE

Canada, Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { THIBEAULT ET DES-
N° 22,517 JARDINS LIMITÉE,

corps politique incorporé, lé-
galement constitué ayant son siège social et sa
principale place d'affaires en la ville de Ste-
Thérèse, district de Terrebonne, demanderesse,
vs PHILIAS DEGONGRÉ, de la paroisse de
Ste-Thérèse, district de Terrebonne, défendeur.

"1° Un lot connu et désigné sous le numéro
six cent quatre vingt-huit (688) au cadastre
officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blain-
ville, mesurant quatre-vingt quinze pieds et neuf
dixième de pied de largeur par quatre mille six
cent quatre pieds de profondeur, mesure an-
glaise, et plus ou moins, et borné comme suit:
en front, au sud ouest par le chemin Ste-Ma-
rianne, en arrière, au nord-est par la concession
de la Grande-Ligne, d'un côté, au sud-est par
le lot N° 689, ci-après désigné, et de l'autre côté,
au nord-ouest par le lot numéro 687 du même
cadastre."

"2° Un lot connu et désigné sous le numéro
six cent quatre-vingt-neuf (689) du cadastre
officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blain-
ville, mesurant cent quatre-vingt-onze pieds et
huit dixième de pied de largeur, par quatre
mille six cent quatre pieds de profondeur, me-
sure anglaise et plus ou moins, borné comme
suit: en front, au sud-ouest, par le chemin de
Ste-Marianne, en arrière au nord-est par la con-
cession de la Grande-Ligne, d'un côté au sud-
est, par le lot N° 690; de l'autre côté au nord-
ouest par le lot N° 688 ci-dessus désigné, tous
du même cadastre."

"A distraire au dit lot N° 689, un lisière de
terrain de cinquante pieds (50') de largeur par
toute la profondeur du susdit lot n° 689, connu
sous le nom de Chemin DeGongré et vendu par
contrat à la Municipalité de Ste-Thérèse ouest,
pour fins de chemin public, cette lisière de ter-
rain est bornée; en front sud-ouest, par le che-
min de Ste-Marianne, en arrière au nord-est,
par la concession de la Grande-Ligne, d'un côté,
au sud-est et de l'autre, au nord-ouest par le
lot N° 689."

Pour être vendu à la porte de l'église catho-
lique de Ste-Thérèse de Blainville, le NEU-
VIÈME jour de SEPTEMBRE 1953 à DIX
heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ALBERT FOURNELLE.
St-Jérôme, ce 4 août 1953. 35324-32-2-o

TERREBONNE

Canada, Province of Quebec
District de Terrebonne

Superior court { THIBEAULT ET DES-
No. 22,517 JARDINS LIMITÉE,

body politic and corporate,
duly incorporated, having its head office and
principal place of business in the town of Ste-
Thérèse, district of Terrebonne, plaintiff, vs
PHILIAS DEGONGRÉ, of the parish of Ste-
Thérèse, District of Terrebonne, defendant.

"1. A lot known and designated under num-
ber six hundred and eighty-eight (688) on the
official cadastre of the parish of Ste-Thérèse de
Blainville, measuring ninety-five feet and nine-
tenths of a foot in width by four thousand six
hundred and four feet in depth, English measure,
and more or less, and bounded as follows: in
front, on the southwest, by the Ste-Marianne
Road, in rear, on the northeast, by the Grande-
Ligne Concession, on one side, on the southeast
by lot No. 689, hereinafter designated, and on the
other side, on the northwest, by lot number
687 of the same cadastre."

"2. A lot known and designated under num-
ber six hundred and eighty-nine (689) of the
official cadastre of the parish of Ste-Thérèse de
Blainville, measuring one hundred and eighty-
one feet and eight-tenths of a foot in width, by
four thousand six hundred and four feet in
depth, English measure, more or less, bounded
as follows: in front, on the southwest, by the
Ste-Marianne Road, in rear, on the northeast,
by the Grande-Ligne Concession, on one side,
on the southeast, by lot No. 690; on the other
side, on the northwest, by lot No. 688 herein-
above designated, all of the same cadastre."

"To subtract from the said lot No. 689, a
strip of land fifty feet (50') in width, by the whole
depth of the said lot No. 689, known under the
name of DeGongré Road and sold by contract
to the Municipality of Ste-Thérèse, West, for
use as a public highway, this strip of land is
bound: in front southwest, by the Ste-Marianne
road, in rear, on the northeast, by the Grande-
Ligne Concession, on one side, on the south-
east and on the other, on the northwest, by lot
No. 689."

To be sold at the Catholic Church door of
Ste-Thérèse de Blainville, this NINTH day
of SEPTEMBER, 1953, at TEN o'clock in the
forenoon.

ALBERT FOURNELLE,

Sheriff's Office, St. Jérôme, this 4th day of August, 1953.
35324-32-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 32

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

886-F — Camionnage, Ile de Montréal. 2468
886-G — Commerce de quincaillerie,
ferronnerie et peinture, cités de Qué-
bec, etc..... 2465

ASSEMBLÉE:

Clairol Inc. of Canada..... 2468

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2451

Index of the Quebec Official Gazette, No. 32

ORDERS IN COUNCIL:

886-F — Trucking, Island of Montreal. 2468
886-G — Hardware and paint trade,
cities of Quebec, etc..... 2465

MEETING:

Clairol Inc. of Canada..... 2468

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2451

RÉCEPTION DES ANNONCES:

AVIS DIVERS:

Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Magloire (Fondation).....	2471
Donnacona Paper Company Limited (Barrage).....	2469
Fédération des Oeuvres de Charité Canadiennes-Françaises, Inc. (Règlements).....	2472
Fédération des Oeuvres de Charité Canadiennes-Françaises, Inc. (Règlements).....	2471
Fraternité des Propriétaires de Taxis de Montréal (Formation).....	2471
Harvine Mfg. Co. Ltd. (Directeurs)....	2469
La Coopérative d'Habitation St-Eusèbe de Montréal (Fondation).....	2470
La Corporation Générale des Instituteurs et Institutrices Catholiques de la province de Québec (Amendements)	2471
L'Association des Marchands Détaillants de St-Félicien (Formation)....	2471
Precision Instruments Incorporated — Instruments de Précision Incorporée (Directeurs).....	2470
Syndicat des Industries de la Pâtisserie et de la Biscuiterie Inc. (Changement de nom).....	2470
Westmore Fabrics Inc. (Dist. de l'actif).	2470

CHARTES — ABANDON DE:

Alliance Export & Import Co. Inc.....	2472
Ateliers Mécaniques de Sorel, Limitée — Sorel Mechanical Shops Co., Ltd....	2472
Hanson Bros. Realty Corporation.....	2472
Lachine Golf & Country Club Inc.....	2472
Les Chantiers Manseau Limitée — Manseau Shipyards Limited.....	2473

COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC:

St-Camille-de-Lellis, paroisse de.....	2473
--	------

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:

Yellow Manufacturing Acceptance Corporation.....	2473
--	------

COMPAGNIE DISSOUTE:

St. Laurent Drive Yourself Ltd.....	2474
-------------------------------------	------

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

Code de sécurité pour ascenseurs et monte-charge (Errata).....	2474
Construction de Québec (Prélèvement).	2475
Construction de Québec (Règlements).	2475
Construction de Rimouski (Prélèvement).....	2477
Construction de Rimouski (Règlements)	2475
Imprimerie de Montréal (Prélèvement)	2478

EXAMEN DU BARREAU:

St-François: étude du droit.....	2480
----------------------------------	------

LETTRES PATENTES:

Acme Barrel Manufacturing Inc.....	2452
------------------------------------	------

2451 RECEIPT OF ADVERTISING COPIES:

2451

MISCELLANEOUS NOTICES:

Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Magloire (Fondation).....	2471
Donnacona Paper Company Limited (Dam).....	2469
Fédération des Oeuvres de charité Canadiennes-Françaises, Inc. (By-Laws).....	2472
Fédération des Oeuvres de Charité Canadiennes-Françaises, Inc. (By-Laws).....	2471
Fraternité des Propriétaires de Taxis de Montréal (Formation).....	2471
Harvine Mfg. Co. Ltd. (Directeurs)....	2469
La Coopérative d'Habitation St-Eusèbe de Montréal (Fondation).....	2470
La Corporation Générale des Instituteurs et Institutrices Catholiques de la province de Québec (Amendements)	2471
L'Association des Marchands Détaillants de St-Félicien (Formation)....	2471
Precision Instruments Incorporated — Instruments de Précision Incorporée (Directeurs).....	2470
Syndicat des Industries de la Pâtisserie et de la Biscuiterie Inc. (Change of name).....	2470
Westmore Fabrics Inc. (Dist. of the assets).....	2470

CHARTERS — SURRENDER OF:

Alliance Export & Import Co. Inc.....	2472
Ateliers Mécaniques de Sorel, Limitée — Sorel Mechanical Shops Co., Ltd....	2472
Hanson Bros. Realty Corporation.....	2472
Lachine Golf & Country Club Inc.....	2472
Les Chantiers Manseau Limitée — Manseau Shipyards Limited.....	2473

QUÉBEC MUNICIPAL COMMISSION:

St-Camille-de-Lellis, parish of.....	2473
--------------------------------------	------

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Yellow Manufacturing Acceptance Corporation.....	2473
--	------

COMPANY DISSOLVED:

St. Laurent Drive Yourself Ltd.....	2474
-------------------------------------	------

DEPARTMENTAL NOTICES:

LABOUR:

Industry or Trades of:

Safety code for elevators and hoists (Errata).....	2474
Construction of Quebec (Levy).....	2475
Construction of Quebec (By-Laws)....	2475
Construction of Rimouski (Levy).....	2477
Construction of Rimouski (By-Laws)...	2475
Printing of Montreal (Levy).....	2478

BAR EXAMINATION:

St. Francis: study of law.....	2480
--------------------------------	------

LETTERS PATENT:

Acme Barrel Manufacturing Inc.....	2452
------------------------------------	------

Aircraft Welding and Sheet Metals Co. Limited.....	2453
Alwin Refrigeration & Appliance Co. Ltd.....	2453
Arthur Sirois, Ltée.....	2453
Canamerican Helicopter Mfg. Co. Ltd.....	2454
Capital Television Installation & Service Ltd.....	2454
Capitol (Beauharnois) Ltd.....	2455
Car-Li Creations Cie Limitée — Car-Li Creations Co. Limited.....	2455
Chamberland Service Limitée.....	2455
Cima Department Store Ltd.....	2456
Clearwater Exploration Limited.....	2456
Don-O-Lite Manufacturing Inc.....	2456
Echo des Laurentides Ltée.....	2457
Empire Finance Corporation.....	2457
Glamour Garment Mfg. Co. Ltd.....	2458
Grenier & Dubois Construction Ltd.— Ltée.....	2457
Harleigh (Canada) Co. Inc.....	2458
Hillsdale Golf and Country Club Inc.....	2458
Imperial Investments Inc.....	2459
Lajeunesse Automobile Limitée.....	2459
Lakeshore Hotel Inc.....	2459
Les Duplets Tremblay Inc.....	2460
Les Entreprises Yvon L'Heureux Limitée — Yvon L'Heureux Enterprises Limited.....	2460
Manny Realty Inc.....	2460
Mercantile Warehousing Co. Ltd.....	2461
Mercury Finance Inc.....	2461
Montreal-Granby Press Inc.....	2461
New Tex Hosiery Mfg. Inc.....	2462
Notre Dame Realities Ltd.....	2462
Quebec Adjustment Company — La Compagnie d'Ajustement de Québec.....	2463
Service des Loisirs de Notre-Dame-des-Victoires.....	2462
Super Auto Services Ltd.....	2463
Taylor Duplicating & Mailing Inc.....	2463
The Trainatorium Inc.....	2464
Trans-Canada Movers and Storage Ltd.....	2464
Wolfe Bros. Inc.....	2464

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Fédération des Oeuvres de Charité Canadiennes-Françaises, Inc. (Correction).....	2465
--	------

NOMINATIONS:

Diverses.....	2480
---------------	------

PROCLAMATIONS:

Concernant la tenue, à La Tuque, des termes et séances de la Cour supérieure du district des Trois-Rivières et des juges de ce tribunal.....	2481
Concernant l'extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Montréal-Nord à la paroisse de St-Joseph de la Rivière des Prairies.....	2482

SIÈGES SOCIAUX:

Bonneville & Gingras Ltée.....	2483
Compagnie de Valeurs en Placement Ltée.....	2483
Quebec Adjustment Company — La Compagnie d'Ajustement de Québec.....	2484

SOUMISSIONS:

Joliette, cité de.....	2484
Jonquières, ville de.....	2486

Aircraft Welding and Sheet Metals Co. Limited.....	2453
Alwin Refrigeration & Appliance Co. Ltd.....	2453
Arthur Sirois, Ltée.....	2453
Canamerican Helicopter Mfg. Co. Ltd.....	2454
Capital Television Installation & Service Ltd.....	2454
Capitol (Beauharnois) Ltd.....	2455
Car-Li Creations Cie Limitée — Car-Li Creations Co. Limited.....	2455
Chamberland Service Limitée.....	2455
Cima Department Store Ltd.....	2456
Clearwater Exploration Limited.....	2456
Don-O-Lite Manufacturing Inc.....	2456
Echo des Laurentides Ltée.....	2457
Empire Finance Corporation.....	2457
Glamour Garment Mfg. Co. Ltd.....	2458
Grenier & Dubois Construction Ltd.— Ltée.....	2457
Harleigh (Canada) Co. Inc.....	2458
Hillsdale Golf and Country Club Inc.....	2458
Imperial Investments Inc.....	2459
Lajeunesse Automobile Limitée.....	2459
Lakeshore Hotel Inc.....	2459
Les Duplets Tremblay Inc.....	2460
Les Entreprises Yvon L'Heureux Limitée — Yvon L'Heureux Enterprises Limited.....	2460
Manny Realty Inc.....	2460
Mercantile Warehousing Co. Ltd.....	2461
Mercury Finance Inc.....	2461
Montreal-Granby Press Inc.....	2461
New Tex Hosiery Mfg. Inc.....	2462
Notre Dame Realities Ltd.....	2462
Quebec Adjustment Company — La Compagnie d'Ajustement de Québec.....	2463
Service des Loisirs de Notre-Dame-des-Victoires.....	2462
Super Auto Services Ltd.....	2463
Taylor Duplicating & Mailing Inc.....	2463
The Trainatorium Inc.....	2464
Trans-Canada Movers and Storage Ltd.....	2464
Wolfe Bros. Inc.....	2464

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Fédération des Oeuvres de Charité Canadiennes-Françaises, Inc. (Correction).....	2465
--	------

APPOINTMENTS:

Miscellaneous.....	2480
--------------------	------

PROCLAMATIONS:

Concerning the holding, at La Tuque, of the terms and sittings of the Superior Court of the district of Trois-Rivières and the judges thereof.....	2481
Concerning the extension of jurisdiction of the Municipal Court of the town of Montreal-North to the parish of St-Joseph de la Rivière des Prairies.....	2482

HEAD OFFICES:

Bonneville & Gingras Ltée.....	2483
Compagnie de Valeurs en Placement Ltée.....	2483
Quebec Adjustment Company — La Compagnie d'Ajustement de Québec.....	2484

TENDERS:

Joliette, city of.....	2484
Jonquières, town of.....	2486

La Tuque, ville de.....	2487	La Tuque, town of.....	2487
Maniwaki, village de.....	2489	Maniwaki, village of.....	2489
St-Martin, commissaires d'écoles du village de.....	2485	St-Martin, School Commissioners of the village of.....	2485
St-Romuald d'Etchemin, paroisse de..	2488	St-Romuald d'Etchemin, parish of..	2488
VENTE, LOI DE FAILLITE:		SALE, BANKRUPTCY ACT:	
Contala, Joseph.....	2490	Contala, Joseph.....	2490
VENTE PAR LICITATION:		SALE BY LICITATION:	
Dandavino vs Dandavino <i>et al.</i>	2491	Dandavino vs Dandavino <i>et al.</i>	2491
VENTE POUR TAXES:		SALE FOR TAXES:	
Bedford, ville de.....	2492	Bedford, town of.....	2492
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALE:	
BEAUHARNOIS:		BEAUHARNOIS:	
Lacasse vs Papineau.....	2493	Lacasse vs Papineau.....	2493
BEDFORD:		BEDFORD:	
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Trudeau.....	2493	The Quebec Farm Loan Board vs Trudeau.....	2493
GASPÉ:		GASPÉ:	
Russell vs Dugas.....	2494	Russell vs Dugas.....	2494
MONTREAL:		MONTREAL:	
Hella vs Paulenko.....	2494	Hella vs Paulenko.....	2494
QUÉBEC:		QUÉBEC:	
Beaudet vs Plante.....	2495	Beaudet vs Plante.....	2495
Riquier vs Marcotte.....	2495	Riquier vs Marcotte.....	2495
RIMOUSKI:		RIMOUSKI:	
St-Pierre vs Gagnon <i>et al.</i>	2496	St-Pierre vs Gagnon <i>et al.</i>	2496
SAINT-FRANÇOIS:		SAINT FRANCIS:	
Lowe vs Nason.....	2496	Lowe vs Nason.....	2496
TERREBONNE:		TERREBONNE:	
Thibeault et Desjardins Limitée vs Degongré.....	2497	Thibeault et Desjardins Limitée vs Degongré.....	2497
35297-o		35297-o	